

AEERCNS

**ASSOCIATION DES ÉLÈVES ÉTUDIANTS RESSORTISSANTS DU CERCLE DE NARA ET
SYMPATHISANTS**

LA SECONDE GUERRE MONDIALE

(1939 – 1945)

Introduction

Tous les problèmes nés de la Grande Guerre (1914 – 1918) n'ont pu être réglés par les traités de 1919 – 1920, les solutions proposées pour les résoudre rencontrèrent souvent des difficultés dans leur application.

La crise mondiale de 1929 bouleverse les données économiques et politiques, provoque le renforcement ou l'avènement de régimes dictatoriaux dans certains pays. Ces régimes entreprirent des conquêtes territoriales dans un monde où il reste plus rien à se partager, précipitant ainsi l'humanité dans une nouvelle guerre plus longue aux conséquences désastreuses.

I- Les causes de la guerre

Les causes de la Seconde Guerre mondiale sont multiples et complexes mais d'une manière générale, elles peuvent se classer en deux ordres : les causes lointaines et les causes immédiates.

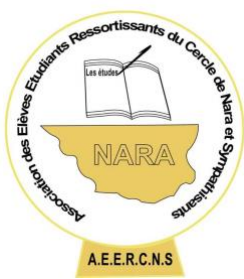
A- Les causes lointaines :

1-Les conséquences du Traité de Versailles

a- Le Traité de Versailles :

Le traité de Versailles (janvier – juin 1919), réunissant 32 pays vainqueurs, s'ouvre à Paris et a pour but le maintien de la paix. Il juge l'Allemagne responsable de la Guerre qui est traitée en coupable. Il comporte trois grands ensembles de décisions ou clauses :

- Les clauses territoriales : l'Allemagne perd ses possessions territoriales (88.000 km² en Europe, la totalité de son empire colonial soit 2.600.000 km² en Afrique placés sous mandat de la SDN et en Asie) ; l'Anschluss est interdit sauf accord de la SDN ;



- **Les clauses militaires** : l'Allemagne est désarmée (sans artillerie lourde ni aviation) et démilitarisée (l'effectif de l'armée fixé à 100.000 hommes sans service militaire obligatoire).

- **Les clauses financières** : l'Allemagne est contrainte à réparer les dommages subis par les pays occupés et à leur payer le montant de 132milliards de Mark – or.

D'autres traités (Saint Germain – en – Laye 10 septembre 1919) et Trianon (25 juin 1920), Neuilly (27 novembre 1919) et Sèvres (11 août 1920) pose des problèmes de frontière et attise les rancœurs nationalistes.

b- Les violations du Traité De Versailles :

Arrivé au pouvoir le 30 janvier 1933 à la faveur de la crise de 1929, Hitler proclame sa volonté de rétablir sa souveraineté et sa puissance militaires au mépris du traité de Versailles.

- Le 14 octobre 1933, l'Allemagne quitte à la fois la conférence de Genève sur le désarmement général (1932 – 1933) et la SDN pour mieux appliquer son programme énoncé dans "Mein Kampf" (Mon Combat).

- Le 25 juillet 1934, la tentative de réaliser l'Anschluss échoue suite à l'assassinat de Dollfuss, chancelier autrichien et ami personnel de Mussolini.

- Le 13 janvier 1935, la Sarre retourne au Reich et le 16 mars, le Führer annonce le rétablissement du service militaire obligatoire avec la création d'une nouvelle armée : "la Wehrmacht" et une aviation militaire moderne la "Luftwaffe".

- Le 7 mars 1936, Hitler fait entrer des troupes dans la zone démilitarisée de la rive gauche du Rhin (la Rhénanie) ; la France ne réagit que par des protestations verbales et la Grande Bretagne fait des erreurs d'appréciation des forces allemandes.

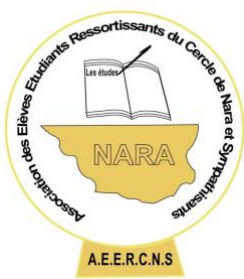
2-La Crise de 1929 :

La rigidité du système économique mondial et l'instabilité du système financier américain conjuguent leurs effets pour transformer une simple crise boursière (« krach » du jeudi 24 octobre 1929 à Wall Street à New York) en une crise économique mondiale. Les USA et leurs partenaires tardent à se rendre compte de l'ampleur du problème alors que la crise à la faveur des fuites de capitaux, gagne tous les pays capitalistes à partir de 1931.

Chaque pays cherche à combattre la crise qui a brisé les solidarités internationales mises en place pendant la prospérité.

- Dans les pays démocratiques (USA, France, Grande Bretagne etc.) : le protectionnisme, la réduction de la production, le repli sur les empires coloniaux, le New Deal (la Nouvelle Donne : programmes des grands travaux) se révèlent inefficaces.

- Dans les pays autoritaires (Allemagne, Italie, Japon) : le dirigisme, le réarmement, la



conquête de l'espace vital, l'autarcie sont autant de solutions pour venir à bout de la crise même si elles sont très dangereuses.

En renforçant le nationalisme économique, en accentuant le clivage entre pays développés "riches" et pays développés "pauvres", la crise de 1929 prépare la Seconde Guerre mondiale. Cependant elle ne prendra réellement fin qu'avec la guerre.

3- L'échec de la SDN :

La Société des Nations créée par le Traité de Versailles se révèle incapable de maintenir la paix et la sécurité internationale car elle est dépourvue de tout instrument de dissuasion. Elle est affaiblie dès sa création par l'exclusion provisoire des Etats vaincus et de la Russie et par l'absence des USA.

4- La crise de Mandchourie :

Le Japon durement affecté par la crise de 1929, avait besoin de nouveaux débouchés extérieurs. En 1931, l'armée japonaise du Guangdong crée un incident militaire, puis envahit la Mandchourie, plaçant ainsi le gouvernement japonais devant le fait accompli. La Mandchourie devient en 1932 un protectorat japonais ; la SDN ne formule qu'une condamnation morale. Le 27 mars 1933, le Japon quitte la SDN.

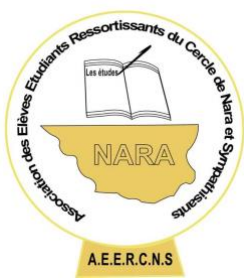
5- La crise d'Ethiopie:

Le régime fasciste de Mussolini envisage de faire de l'Ethiopie une colonie de peuplement, pays indépendant et membre de la SDN. Le Duce prit prétexte d'un incident à la frontière Erythrée – Ethiopie (Ual – Ual le 5 décembre 1934 où 30 soldats indigènes furent tués) pour envahir l'Ethiopie le 3 octobre 1935.

Malgré l'appel du négus Hailé Sélassié, l'Italie ne fut soumise qu'à des sanctions économiques timides (embargo non respecté par certains pays comme les USA). L'armée italienne conquiert la capitale Addis Abeba en mai 1936 apportant ainsi la preuve de l'affaiblissement de la SDN et la passivité des démocraties libérales. L'Italie quitte la SDN en 1936 et bascule dans le camp allemand qui devient maître du jeu européen et exalte en novembre 1936 l'axe « Rome – Berlin » ce qui fragilise le front anti – allemand esquissé à Stresa.

6- La crise espagnole:

Elle fit agrandir le cercle des dictatures. Après la défaite du Front Populaire aux élections de février 1936, un groupe d'officiers dirigés par le général Franco décident de s'emparer du pouvoir. Le 17 juillet 1936, une révolte éclate au Maroc espagnol puis le 18 en Espagne : c'est



le début de la guerre civile qui dure trois ans et fait 600.000 mort.

Des « volontaires » italiens et allemands combattent en Espagne aux côtés des franquistes. En échange de concessions minières, l'Allemagne envoie massivement du matériel et en profite pour expérimenter ses armes et ses techniques de combat. La victoire de Franco en 1939 menace la sécurité de la France qui est désormais encerclée par pays d'idéologie voisine (le nazisme allemand, le fascisme italien et le franquisme espagnol).

7- La passivité des démocraties :

La faiblesse des démocraties a permis les premiers succès des dictatures et ouvert la voie à leurs ambitions. L'Allemagne isolée se rapproche désormais de l'Italie et du Japon.

a- Le pacifisme britannique : la Grande Bretagne ne considère pas les questions européennes comme essentielles à sa sécurité d'où une politique d'« apaisement » qui accepte l'hypothèse d'une révision partielle des traités de 1919.

b- L'effacement français : l'année 1936 a réveillé l'inquiétude sociale. Pour beaucoup, devenant ainsi les alliés objectifs des fascismes, le sentiment du péril extérieur est éclipsé par la hantise du communisme. De plus, le pays, tributaire de l'effroyable saignée de 1914 – 1918 (1 393 000 pertes en vies humaines) demeure profondément pacifiste.

c- Le neutralisme américain : les problèmes extérieurs n'intéressent pas l'opinion américaine. C'est le triomphe de l'isolationnisme et du neutralisme.

d- L'URSS et la crainte du fascisme : l'Union Soviétique a tout à redouter d'un régime qui met au premier plan de son programme la lutte contre le bolchevisme et la conquête de l'espace vital à l'est. En 1934, elle prend donc position en faveur de la sécurité collective et adhère à la SDN. Mais les démocraties ne semblent pas disposées à s'engager fermement avec l'Union. Conscient de la passivité de celles-ci, Staline réoriente la politique extérieure de l'URSS.

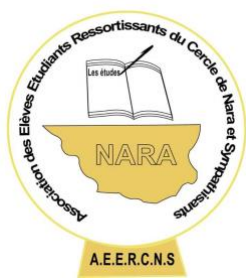
B- LES CAUSES IMMEDIATES :

1- Le conflit sino – japonais :

Le 27 mars 1933, le Japon se retire de la SDN et est dirigé à partir de 1936 par des militaires qui signent le pacte anti – kominintern le 25 novembre 1936 avec l'Allemagne et l'Italie qui s'y joindra un an plus tard (novembre 1937).

Le 7 juillet 1937, profitant d'un incident entre patrouilles chinoises et japonaises, le gouvernement nippon déclare la guerre à la Chine et s'impose par des méthodes de guerre brutales. On peut dire que la Seconde Guerre mondiale a déjà commencé en Asie.

2- Les agressions hitlériennes :



a- L'Anschluss (mars 1938) : le premier grand objectif de l'Allemagne était la réunion avec les Allemands d'Autriche dont l'interdiction avait été l'un des principaux points du traité de Versailles. Après de nombreuses menaces contraignant le Chancelier Schuschnigg à démissionner, le nazi Seyss Inquart est imposé comme chancelier et le 12 mars 1938, les troupes allemandes pénètrent en Autriche et font leur entrée dans Vienne. Le lendemain, le rattachement de l'Autriche à l'Allemagne est proclamé par plébiscite et avec l'accord de Mussolini. La France et la Grande Bretagne se contentent de protester.

b- La crise de Tchécoslovaquie : La Tchécoslovaquie est une démocratie libérale rattachée à la France et à l'URSS. Elle est peuplée de 3.200.000 allemands des Sudètes. Le parti nazi dirigé par Konrad Henlein réclame leur rattachement à l'Allemagne. Le 12 septembre 1938, à Nuremberg, Hitler menace la Tchécoslovaquie d'une intervention militaire ; la France espère en l'aide de l'URSS.

Du 29 au 30 septembre 1938, la conférence de Munich, réunissant l'Allemagne (Hitler), l'Italie (Mussolini), la France (Edouard Daladier) et la Grande Bretagne (Neuville Chamberlain), accorde le droit à Hitler d'annexer les territoires convoités.

Cette conférence discrédite les démocraties, encourage Hitler dans ses ambitions et favorise le rapprochement Allemagne – URSS.

Par la suite, Mussolini revendique en novembre Nice, la Corse, la Tunisie et Djibouti.

En mars 1939, Hitler annexe la Bohême – Moravie qui devient un protectorat du Reich.

Les démocraties libérales croient toujours au bluff d'Hitler qui mène une politique de conquête de l'espace vital. Il oblige la Lituanie à lui céder Memel ; son allié Mussolini envahit l'Albanie le 7 avril 1939. Le 22 mai, l'Allemagne et l'Italie signent le « pacte d'acier ».

c- L'affaire polonaise et la déclaration de guerre :

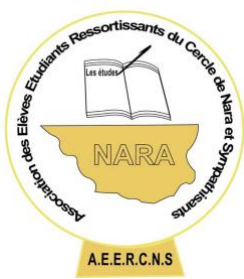
Dantzig est la nouvelle revendication d'Hitler, ville libre peuplée d'Allemands. La France et la Grande Bretagne, décidées d'empêcher toute nouvelle agression hitlérienne, accordent leur garantie à la Pologne, à la Roumanie, à la Grèce et à la Turquie. Le 23 août 1939, le monde stupéfait apprenait la signature d'un pacte de non-agression germano – soviétique complété par un protocole secret prévoyant le partage de la Pologne.

Convaincu de la passivité de la France et de la Grande Bretagne, Hitler donne l'ordre à la Wehrmacht d'envahir la Pologne le 1er septembre 1939.

Le 3 septembre la Grande Bretagne et la France déclarent la guerre à l'Allemagne.

II- Les grandes étapes de la guerre

On retrouve dans le second conflit les mêmes caractères que dans le premier : l'extension



géographique (2,5% de neutres contre 10% e 1914-1918), la longue durée et l'intensité (chaque camp tente de détruire les capacités productives de l'ennemi et de saper le moral de la population adverse). La guerre peut être divisée en trois grandes étapes.

A- La victoire de l'Axe :

1-La campagne de Pologne :

La Wehrmacht applique en Pologne la stratégie de la « Blitzkrieg » (guerre éclair qui consiste à attaquer l'ennemi par surprise et l'empêcher de se défendre) et l'URSS attaque à revers la Pologne qui est balayée en trois semaines au lieu de 6 prévues par Hitler. Varsovie tombe le 28 septembre 1939, un nouvel accord Ribbentrop – Molotov accroît le territoire polonais reconnu à l'Allemagne. La Wehrmacht attaque ensuite le Danemark et la Suède en avril 1940 afin de contrôler la route du fer suédois. Un contingent français aux moyens insuffisants intervient sans succès en Norvège.

2- La drôle de guerre : (septembre 1939 – mai 1940)

Après l'attaque de la Pologne, les Anglais et les Français n'engagent aucune opération d'envergure (l'armée britannique était encore à peu près inexistante et l'armée française était à l'abri de la ligne Maginot). Ils tablent sur une guerre longue en leur faveur et veulent asphyxier l'Allemagne par un blocus économique. Cette période où on ne se battait pas fut baptisée la « drôle de guerre ».

a- La défaite de la France

Le 10 mai 1940, la campagne de France commence, le 13 mai, les Allemands franchissent la Meuse à Sedan, atteignent la mer à l'estuaire de la Somme le 21, prenant au piège les Alliés.

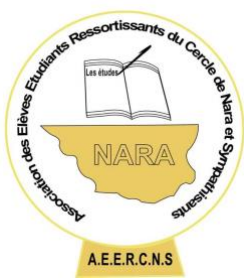
Le 10 juin 1940 l'Italie entre en guerre contre la France et le 14, l'armée allemande entre dans Paris.

Le 16 juin, le Président du conseil, Paul Reynaud démissionne ; le Maréchal Philippe Pétain arrive au pouvoir et signe l'armistice le 22 juin 1940. La défaite provoque la chute du régime.

Le général Charles de Gaulle en mission à Londres lance le célèbre appel du 18 juin 1940.

b- L'échec de l'invasion de l'Angleterre

Après la France, la Grande Bretagne reste seule contre l'Axe mais face à la puissance de la Royal Air Force et galvanisée par Churchill (''Je n'ai rien à offrir que du sang, du labeur, des larmes et de la sueur. Notre but : la victoire'') Hitler, après avoir bombardé Londres et les villes du sud, décide d'ajourner le débarquement allemand en Angleterre. C'est le premier échec allemand.



B- La phase mondiale du conflit :

1- La conquête de l'Afrique du nord et du Moyen Orient :

Pour sauver les Italiens aux prises avec les Anglais en Egypte dès décembre 1940, Hitler envoie en mars 1941 'l'Afrika Korps' (corps expéditionnaire allemand en Afrique) dirigé par le général Erwin Rommel qui repousse les Anglais et menace Suez, en plus l'invasion de la Yougoslavie et de la Grèce en avril-juin 1940 retardent de quelques précieuses semaines l'attaque contre l'URSS.

Les Anglais et les Forces françaises libres écartent les menaces de conquête du Moyen Orient où le gouvernement de Vichy avait mis ses aérodromes de Syrie à la disposition des Allemands

2- L'attaque contre l'URSS (le plan Barbarousse) :

Le pacte germano-soviétique souffrait de la rivalité en Europe centrale.

Un pacte tripartite, Allemagne – Italie – Japon, signé le 27 septembre 1940 prévoyait l'intervention de tous si un seul était attaqué. L'invasion de l'URSS par l'Allemagne n'est pas une campagne comme une autre. Pour Hitler, c'est l'un de ses buts de guerre : haine des slaves, conquête de l'espace vital à l'est et haine du communisme internationaliste.

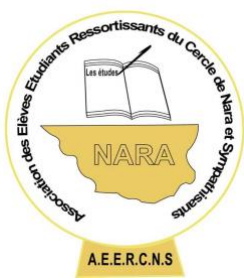
Le 22 juin 1941, Hitler déclenche l'opération Barbarousse (l'offensive à l'est). Les Soviétiques sont pris par surprise et dès octobre 1941, la Wehrmacht est aux portes de Moscou ; Hitler pense que son armée est invincible. Mais l'arrivée de l'hiver stoppe les opérations. Cette « trêve » permet à l'URSS de s'organiser et de remonter son moral pour faire face à une seconde offensive allemande.

3- L'entrée en guerre des Etats-Unis :

Les Américains qui avaient refusé de se mêler dans les affaires internationales après 1918, s'impliquent passivement dans les relations internationales à partir d'une série de dispositions. Une révision des lois de neutralité, le 4 novembre 1939 permet aux américains d'envoyer des armes et des munitions à la France et au Royaume Uni moyennant la clause « cash and carry » (payer comptant et transporter par ses propres moyens). La loi "prêt bail" du 11 mars 1941 autorise les Américains à prêter ou louer les moyens militaires à tout pays dont la défense est jugée vitale à la sécurité des Etats Unis d'Amérique.

(Les principaux bénéficiaires du prêts-bails "Lend-Lease" étaient l'Union soviétique et la Grande-Bretagne. De 1941 à 1945, les aides américaines se sont élevées à 44 milliards de dollars et ont permis la livraison d'armes, de matières premières, de denrées alimentaires, de carburants...) et la signature le 14 août 1941 de la Charte de l'Atlantique entre Roosevelt et Churchill.

L'attaque surprise de la base américaine de Pearl Harbor le 7 décembre 1941 par les japonais pousse le Congrès américain à constater l'état de guerre le 8 décembre (les pertes américaines



furent importantes : 2 403 morts et 1 178 blessés. Quatre navires de ligne, trois destroyers, trois croiseurs et 188 avions furent détruits. Les Japonais perdirent 64 hommes, 29 avions et quatre sous-marins ; un soldat fut capturé). Le 11 décembre, l'Allemagne déclare la guerre aux Etats-Unis en vertu de l'accord tripartite. Les Etats-Unis se trouvent alors au centre des affaires puis que les deux conflits nés l'un en Extrême Orient en juillet 1937, l'autre en Europe en septembre 1939 se sont rejoints. C'est un tournant décisif.

C- Le tournant de la guerre et les victoires alliées

1- La capitulation italienne :

Jusqu'en 1943, l'Axe reste maître du jeu mondial. Mais le 10 juillet 1943, les Anglo-Américains débarquent en Sicile, Mussolini démissionne le 25 juillet 1943 ; l'Italie capitule le 3 septembre 1943 et déclare la guerre à l'Allemagne le 13 octobre. Les Alliés entrent dans Rome le 4 juin 1944 suite au débarquement de Salerne (du 2 au 9 septembre 1943) au sud de Naples malgré la résistance des Allemands.

2- L'écroulement du 3^{ème} Reich (la capitulation allemande) :

La bataille décisive se joue sur le front russe : la Bataille de Stalingrad (hiver 1942 – 1943) qui s'achève sur la perte de 300.000 soldats allemands, l'armée allemande n'est plus invincible.

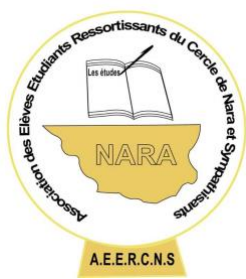
Les opérations "Overlord" du 6 juin 1944 (débarquement de Normandie dirigé par le général américain Dwight Eisenhower et le Maréchal britannique Bernard Montgomery) et **Anvil** du 15 août 1944 (débarquement de Provence) aboutissent à la libération de la France (Paris est libérée le 25 août 1944 suite à une insurrection populaire).

De janvier à mai 1945 les Alliés lancent l'assaut final contre le Reich. Les bombardements ravagent l'Allemagne, le 26 avril 1945 les Occidentaux font leur jonction avec les Soviétiques qui assiègent Berlin. Le 30 avril 1945, Hitler se suicide.

Les 7 et 8 mai 1945, au Q.G. d'Eisenhower à Reims et à celui de Joukov à Berlin, l'Allemagne capitule sans conditions. La guerre en Europe est terminée.

3- La défaite japonaise :

Dans le Pacifique, les japonais sont sur la défensive depuis 1943. Progressant par "sauts de puce", les Américains reconquirent les îles principales [Janvier 1945 : reconquête des Philippines ; Février 1945 : conquête d'Iwo Jima (île proche du Japon) ; Avril 1945 : conquête d'Oki Nawa (50 000 morts)].



Mais le Japon continue sa résistance acharnée et désespérée à travers les opérations kamikazes.

De plus, pendant que l'URSS a déclaré la guerre au Japon le 8 août 1945 et est entrée en Corée, deux bombes atomiques américaines sont lancées : le 6 août 1945 sur Hiroshima (80.000 morts) et le 9 août 1945 sur Nagasaki (40.000 morts).

Le 15 août, l'Empereur Hiro Hito impose la capitulation qui est signée le 2 septembre 1945.

Sur tous les fronts, la Seconde Guerre mondiale prenait fin.

III- La participation africaine a la guerre

A partir de la défaite de la France, de la Belgique et des Pays Bas en 1940, le conflit commence à quitter les seuls terrains européen et asiatique. Le continent africain participe à la Seconde Guerre mondiale malgré lui. Les empires coloniaux jouent un rôle déterminant dans la victoire des Alliés.

A – Les territoires africains dans la guerre

Après l'invasion rapide de l'Europe continentale, l'Allemagne voulait empêcher l'utilisation du potentiel colonial, ce qui explique l'importance de la Méditerranée.

En Afrique du nord, les Anglais bombardent Mers el Kébir le 3 juillet 1940 pour éviter que la flotte française basée ici ne tombe aux mains des troupes de l'Axe.

En septembre 1940, l'Italie partant de la Cyrénaïque avait envahi l'Egypte. En décembre les Anglais chassent les italiens et Hitler, pour aider les Italiens, envoie en mars 1941 l'Afrika Korps de Rommel qui repousse les Anglais après avoir percé leurs lignes à Tobrouk en Libye. Les Forces Françaises Libres composées de centaines de "tirailleurs sénégalais" résistent à Bir Hakeim en Libye.

En Afrique de l'est, les troupes italiennes se sont attaquées simultanément au Soudan et à la Somalie et lancent aussi une offensive vers le Kenya repoussant les troupes britanniques jusqu'au 25 mai 1941 où celles-ci commencent à remporter des victoires décisives.

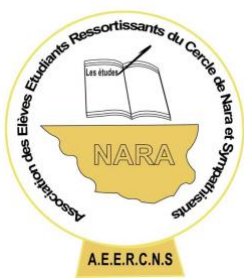
Aussi les possessions britanniques de l'Afrique de l'ouest constituent des bases stratégiques indispensables pour les Alliés (Freetown et Accra).

Un débarquement réalisé au Maroc le 8 novembre 1942 permet aux Alliés de remporter leurs premières victoires.

Le 13 mai 1943, la défaite de l'Afrika Korps met fin aux hostilités sur le terrain africain.

B – L'Afrique entre Vichystes et Gaullistes

Les colonies françaises d'Afrique sont divisées à l'image de la métropole. Sous l'impulsion



du gouverneur Félix Eboué, le groupe AEF accepte la résistance dès 1940. Le gouverneur général de l'AOF Boisson et le commandant en chef des troupes d'Afrique du nord Maxime Weygand reconnaissent la légitimité de Pétain. Mais l'AOF rejoint la résistance à partir de 1942.

C – La participation humaine

Entre 1939 et 1943, 169.000 ouest africains des colonies britanniques sont mobilisés ; 'l'East African Force' s'accroît au total d'environ 250.000 hommes. Les colonies françaises d'Afrique au sud du Sahara ont fourni environ 100.000 hommes et l'Afrique du nord environ 340.000 hommes selon le Ministère de la Guerre.

Ces soldats se révèlent indispensables non seulement sur les champs de bataille mais aussi en tant que porteurs pour traverser les régions où les véhicules ne peuvent pas accéder.

D – La participation économique

Les colonies participent massivement à la guerre, pour les métropoles, il faut y tirer le maximum de profit.

L'aide financière en provenance de la région ouest africaine sous domination anglaise s'élève à 931.127 livres Sterling.

L'Afrique française est soumise à de lourds impôts, à de multiples souscriptions volontaires et à une série d'emprunts, c'est ainsi que l'AOF verse officiellement 1.508.000.000 de francs durant la guerre.

Le Congo belge qui s'est rallié aux Anglais dès 1940 permet aux Alliés de s'approvisionner en minerais de cuivre et en uranium.

L'Afrique a fourni également des matières premières agricoles, minières et énergétiques. En fait il s'agissait pour les Africains de participer à l'effort de guerre.

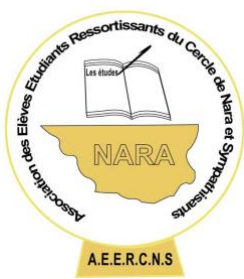
IV – Les conséquences de la guerre

Le bilan de la Seconde Guerre mondiale plus longue, plus intense et plus étendue que la Première est désastreux particulièrement pour l'Europe qui en est sortie affaiblie sur tous les plans, à la fois douloureux et salutaire pour l'Afrique. Elle impose un nouvel ordre mondial.

A – Sur le plan social

1- Les pertes démographiques

Le second conflit fut le plus coûteux en vies humaines de toute l'histoire de l'humanité. On recense environ 60 millions de morts et autant de victimes civiles que militaires. Des peuples entiers sont presque décimés (ainsi on comptait 7 millions de Juifs avant la Guerre et seulement 1 million après, cette extermination est désigné par le terme hébreu Shoah ou en



français génocide ou holocauste) et des populations sont détruites (Slaves, Tsiganes).

Bilan des victimes

Pays Militaires Civils Total

URSS

7 700 000 13 600 000 21 300 000

Chine

1 324 000 10 000 000 11 324 000

Allemagne

3 250 000 3 810 000 7 060 000

Pologne

320 000 5 500 000 5 820 000

Japon

1 300 000 700 000 2 000 000

France

211 000 330 000 541 000

Italie

330 000 80 000 410 000

Royaume-Uni

326 000 62 000 388 000

États-Unis

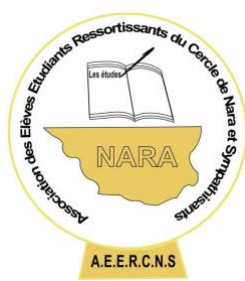
293 000 - 293 000

Afrique du Nord

9 000 - 9 000

Nombre total des victimes - 30 868 000 56 125 262

Les chiffres pour l'Afrique sont imprécis mais il faut retenir que des dizaines de milliers d'Africains du Nord et de tirailleurs sénégalais sont morts sur les champs de bataille ou sous



« Notre cercle, c'est notre priorité commune »

l'effet du travail forcé. Cette hécatombe démographique aura des conséquences durables : déséquilibre des âges au profit des moins actifs et féminisation qui pèseront sur la reconstruction.

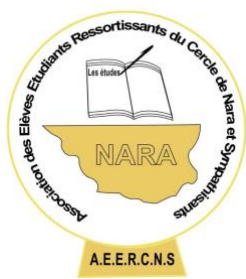
2- Le traumatisme moral :

Jamais jusqu'alors les droits de l'homme n'avaient été autant bafoués. L'apocalypse d'Hiroshima et de Nagasaki, l'utilisation de la torture systématique, les camps de concentration et d'extermination [Il y avait 6 camps d'extermination: Auschwitz Birkenau(1940-1945, camp où furent tués 1 000 000 de Juifs), Majdanek(ou Maidanek, 1941-1944, camp situé près de Lublin en Pologne où périrent 50 000 Juifs), Belzec(1942-1943, camp situé au Sud-est de Lublin en Pologne où furent tués 550 000 Juifs), Sobibor(1942-1943, camp situé au Nord de Lublin en Pologne où furent tués 150 000 Juifs), Treblinka(1942-1945, camp situé à 80 kilomètres de Varsovie en Pologne, près de 750 000 Juifs y furent tués) et Chelmno(Kulmhof, 1941-1945, camp situé en Pologne où moururent 200 000 Juifs)] où les déportés mouraient à cause de pseudo – expériences médicales, de famines etc. ont provoqué un véritable traumatisme moral. Ceci pousse les pays vainqueurs à ériger pour la première fois un tribunal qui affirme juger au nom de la conscience universelle : le Tribunal de Nuremberg du 20 novembre 1945 au 30 septembre 1946) pour quatre grands chefs d'accusation : complot ou plan concerté ; crimes contre la paix ; crimes de guerre et surtout la nouvelle notion du droit international : crimes contre l'humanité (« assassinat, extermination, réduction en esclavage, déportation et tout autre acte inhumain commis contre toutes populations civiles, avant ou pendant la guerre, persécutions pour des motifs politiques, raciaux ou religieux »).

B –Le bilan économique

Le tableau est très désolant surtout pour l'Europe qui a perdu l'essentiel de ses installations. La guerre a été un amoncellement de ruines : des villages, des villes, les voies de communication ont été totalement ou partiellement détruites. Le potentiel industriel allemand a été endommagé à 20%, celui de la Pologne à 31%. Au sortir de la Guerre, les belligérants, surtout européens, sont financièrement démunis (Pour l'Angleterre : Les États-Unis avaient prêté 4,33 milliards de dollars à la Grande-Bretagne en 1945 tandis que le Canada lui avait alloué 1,19 milliard de dollars américains en 1946, avec un taux d'intérêt annuel de 2 %. Au total, la Grande-Bretagne aura remboursé 7,5 milliards de dollars aux États-Unis et deux milliards au Canada qui auront été remboursés en totalité par un dernier versement le 31/12/2006), la circulation fiduciaire a connu une inflation et la hausse des prix n'a été que partiellement jugulée. La guerre a propulsé de nouvelles puissances économiques. Certains pays extérieurs au conflit ont utilisé ce temps de guerre pour lancer un secteur industriel (le Brésil, le Canada, l'Argentine).

L'URSS a mis en valeur de nouvelles régions à l'est de l'Oural à l'abri des combats. Aussi la guerre confirme la suprématie économique et la réussite financière américaines. Les États-



Unis réalisent en 1945 la moitié de la production industrielle mondiale et détiennent 60% des réserves mondiales d'or faisant du dollar la monnaie des échanges internationaux.

Quant à l'Afrique, son économie tournait essentiellement pour approvisionner la métropole en matières premières.

Enfin la Seconde Guerre mondiale a été une guerre industrielle, les nouvelles techniques développées dans le domaine de l'électronique, du nucléaire, de la chimie, de la médecine et de l'aéronautique ouvrent de formidables perspectives

C –Le bilan politique

1- Les nouvelles forces politiques

La Seconde Guerre mondiale a marqué le déclin politique de l'Europe, l'Allemagne, l'Italie, la France, le Royaume Uni ne sont plus capables à eux seuls d'assurer leur sécurité.

L'émergence de deux superpuissances (les Etats-Unis et l'URSS) provoque la bipolarisation du monde.

L'URSS, dotée d'un prestige militaire, domine toute l'Europe centrale et orientale.

Les Etats-Unis, seul belligérant à s'être enrichi pendant la guerre, sont l'unique détenteur de l'arme atomique.

La création de l'ONU le 26 juin 1945 permet de maintenir la paix et la sécurité internationales.

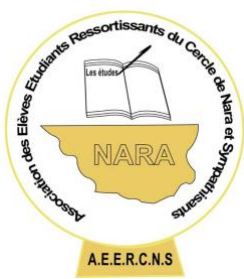
Enfin les mouvements d'indépendance dans les empires coloniaux font perdre à l'Europe son emprise sur le monde afro – asiatique. La guerre a permis aux peuples colonisés d'Afrique et d'Asie de se rendre compte de l'écart qui existait entre les idéaux pour lesquels ils se battaient et leur propre situation de colonisés. Cette prise de conscience sera un facteur déterminant de la décolonisation future.

2– la nouvelle carte du monde

Après la guerre, les frontières de l'Europe sont modifiées. L'Union soviétique occupe certains territoires. Elle s'étend vers l'ouest en annexant 483 000 km² (les pays Baltes et une partie de la Pologne notamment). Les frontières de la Pologne sont décalées vers l'ouest et le nord.

Les nouvelles frontières polonaises sont à la ligne Oder- Neisse. L'Allemagne plus réduite, l'Autriche, le Japon et la Corée sont occupés par les pays vainqueurs (Etats-Unis, URSS, France, Royaume-Uni). Les capitales de l'Allemagne et de l'Autriche (Berlin et Vienne) connaissent une occupation quadripartite.

Dans le reste de l'Europe (du nord, de l'ouest et des Balkans), les modifications ne sont pas très importantes.



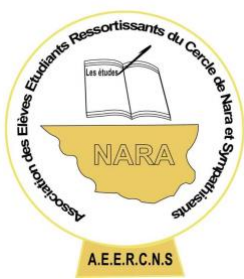
En Extrême Orient, l'empire japonais disparaît.

Le sud de l'île Sakhaline et les îles Kouriles furent pris par l'URSS, tandis que le Japon devait abandonner ses possessions en Chine, la Corée, Formose. En Afrique Toutes les anciennes colonies de l'Italie (Ethiopie, Somalie, Erythrée, Libye) lui furent enlevées.

Conclusion

Le monde est meurtri et bouleversé par la guerre. Le nombre de victimes est sans précédents. Les destructions sont colossales. L'objectif est alors de reconstruire et d'établir les bases d'une paix durable mais déjà les deux grands alliés victorieux apparaissent comme des rivaux. On prépare la paix mais c'est une nouvelle forme de guerre qui s'annonce.

LES ESSAIS DE REORGANISATION DU MONDE PENDANT ET APRES LA GUERRE



« Notre cercle, c'est notre priorité commune »

Introduction

La Seconde Guerre mondiale occasionna d'intenses activités diplomatiques entre les Alliés en vue de gérer la guerre et l'après-guerre. Les Américains qui avaient refusé de se mêler dans les affaires internationales après 1918, s'impliquent ouvertement dans les relations internationales à partir d'une série de dispositions. Une révision des lois de neutralité, le 4 novembre 1939 permit aux américains d'envoyer des armes et des munitions à la France et au Royaume Uni moyennant la clause « cash and carry » (payer comptant et transporter par ses propres moyens). La loi 'prêt bail' du 11 mars 1941 autorise les Américains à prêter ou louer les moyens militaires à tout pays dont la défense est jugée vitale à la sécurité des Etats Unis d'Amérique. Les objectifs visés étaient la défaite de l'Allemagne nazie et ses alliés d'abord et la substitution à la S.D.N. d'une autre organisation plus performante.

I- LES GRANDES CONFERENCES

A- LA CONFERENCE DE TEHERAN EN IRAN (27 novembre au 1er décembre 1943)

Le Président des USA Franklin D. Roosevelt, le Premier Ministre Britannique Winston Churchill et le Chef de l'Etat soviétique Josef Staline se rencontrent pour la première fois dans la capitale iranienne et décident :

- de continuer la guerre jusqu'à la victoire finale ;
- le débarquement de Normandie (juin – août 1944) ;
- le démantèlement des frontières allemandes au profit de l'URSS ;
- l'évacuation de l'Iran ;
- la création d'une organisation internationale sous l'égide des quatre Grands (USA, URSS, Royaume Uni et France).

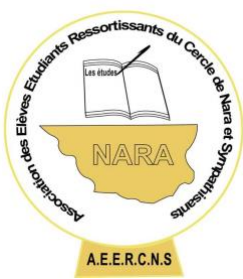
B – LA CONFERENCE DE DUMBARTON OAKS AUX USA (du 21 août au 28 septembre puis du 29 septembre au 7 octobre 1944)

La seule négociation importante concernait les Nations Unies. On se mit d'accord pour créer « l'O.N.U. » qui grouperait pour u premier temps toutes les nations sauf les neutres et les vaincues. Deux points de désaccord apparurent pour autant :

- la requête soviétique d'avoir 16 voix à l'Assemblée Générale (une voix pour chacune des républiques fédérées) ;
- la procédure du droit de veto.

C – LA CONFERENCE DE YALTA (du 4 au 11 février 1945)

Les trois Grands se rencontrent à Yalta en Crimée (URSS) et prennent les décisions suivantes



:

- exercer ensemble l'autorité sur l'Allemagne divisée en quatre zones (la France reçoit une quatrième zone malgré la résistance de Staline) ;
- l'URSS accepte d'entrer en guerre contre le Japon trois mois après la capitulation allemande et elle accepta d'avoir trois sièges à l'Assemblée Générale : Russie, Biélorussie et Ukraine) ;
- on se mit d'accord sur la procédure du veto ;
- créer l'Organisation des Nations Unies ;
- l'URSS bénéficiera de la moitié des réparations allemandes et en Pologne le gouvernement sera celui installé par l'Armée Rouge, élargi à quelques membres du gouvernement en exil à Londres.

D – LA CONFERENCE DE SAN FRANCISCO (du 25 avril au 26 juin 1945)

Les Etats Unis (représentés par Harry Truman vice-président remplaçant Roosevelt décédé le 12 avril 1945), le Royaume Uni et l'URSS convoquent à San Francisco la conférence des Nations Unies sur l'organisation internationale. Ils décident la dissolution officielle de la S.D.N. et signent en même temps que les autres nations ayant déclaré la guerre à l'Axe, la Charte constitutive de la nouvelle organisation : l'Organisation des Nations Unies le 26 juin 1945.

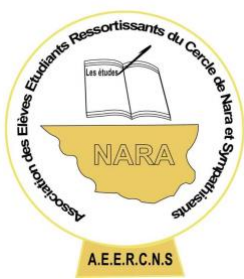
E – LA CONFERENCE DE POTSDAM (du 17 juillet au 2 août 1945 en Allemagne)

Harry Truman, Josef Staline, Winston Churchill puis Clement Attlee (successeur de Churchill) décident:

- le jugement des criminels de guerre (22 chefs nazis) lors de procès qui se tiendront à Nuremberg du 20 novembre 1945 au 30 septembre 1946 et à Tokyo (jugement du général Tojo)
- la dénazification, la démocratisation de l'Allemagne, le montant des réparations (20 milliards de dollars américains) qu'elle devra verser et la démilitarisation des zones et des secteurs d'occupation ;
- les remaniements territoriaux en faveur de l'URSS et de la Pologne.

II– LES CONSEQUENCES DES CONFERENCES INTER ALLIEES

Les grandes conférences inter alliées ont pour conséquences :



- Une nouvelle carte du monde (le partage de l'Europe et de l'Asie) ;
- Le jugement des criminels de guerre ;
- La création de l'ONU.

III– L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES

A – LES ORIGINES :

Souhaitée par la Rencontre de l'Atlantique, les structures de l'O.N.U. sont ébauchées dès le 1er janvier 1942 (le pacte de Washington pour la Déclaration des Nations Unies) et octobre 1943 (Déclaration de Moscou), sont élaborées lors des conférences de Dumbarton Oaks et précisées à Yalta.

Le 26 juin 1945, 50 nations (dont quatre africaines : Union Sud Africaine, Egypte, Ethiopie et Liberia) signent la Charte constitutive de l'O.N.U. à San Francisco. Le 24 octobre 1945 marque l'existence officielle de l'O.N.U. puisque les Etats signataires ratifient la charte. Le 24 octobre est célébré comme journée des nations Unies.

En janvier 1946 se tient la première session de l'Assemblée Générale et la première réunion du Conseil de Sécurité.

Le 1er février, le premier Secrétaire Général le norvégien Trygve Lie est élu et en 1951 l'O.N.U. s'installe officiellement à New York.

B - LES BUTS ET LES PRINCIPES :

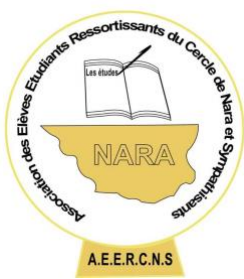
Les articles 1 et 2 du chapitre premier de la charte de San Francisco énoncent les buts et les principes de l'O.N.U.

1 – LES BUTS : ce sont les suivants :

- Maintenir la paix et la sécurité internationales ;
- Développer entre les nations des relations amicales ;
- Réaliser la coopération internationale en résolvant les problèmes internationaux d'ordre économique, social, culturel et humanitaire, et en développant le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales ;
- Etre un centre où s'harmonisent les efforts des nations vers ces fins communes.

2 – LES PRINCIPES : ce sont les suivants :

- L'égalité souveraine de tous les Etats membres ;
- Règlement pacifique des différends internationaux en interdisant tout recours à la



violence ;

- Assister l'organisation dans toute action entreprise par elle conformément aux dispositions de la charte ;
- Eviter la non – ingérence dans les affaires intérieures des Etats ;
- Le droit des peuples à disposer deux –mêmes ;
- Défense des droits fondamentaux de l'Homme sans distinction de race, de sexe, de langue et de religion.

C– LE FONCTIONNEMENT DE L'O.N.U.

1 – L'ASSEMBLEE GENERALE :

Elle se réunit tous les ans, élit le Secrétaire Général, vote des recommandations et des résolutions à la majorité des deux tiers présents et votants. Elle se compose de tous les Etats membres (191 depuis 2002) qui disposent d'une voix. Elle tient une session annuelle ordinaire à l'ouverture de laquelle elle élit son bureau : un président, 21 vice – présidents et les présidents des commissions permanentes de l'Assemblée. Elle peut tenir des sessions extraordinaires.

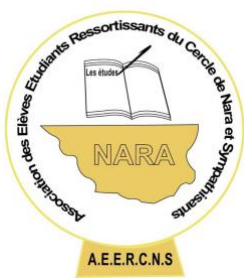
2 – LE CONSEIL DE SECURITE

Il se compose de cinq membres permanents disposant du droit de veto (Chine, Etats Unis, France, Royaume Uni et Russie) et dix membres temporaires (depuis 1965) élus pour deux ans par l'Assemblée Générale sur recommandation du Conseil de Sécurité. Il adopte des résolutions, fait des recommandations et dispose d'une force armée internationale, les "Casques Bleus" en vue de maintenir la paix et la sécurité internationales. Ses décisions sont prises à la majorité de 9 voix dont celles des membres permanents obligatoirement. Il peut mandater des Etats pour mener une action militaire coercitive contre un Etat qui aurait violé de façon flagrante les dispositions de la Charte.

3 – LE SECRETARIAT :

Au service des autres organes, le Secrétariat met en œuvre les programmes et politiques qu'ils ont arrêtés. Son personnel (plus de 25000 fonctionnaires en poste dans plus de 160 lieux d'affectation) est dirigé par un Secrétaire Général élu par l'Assemblée Générale sur recommandation du Conseil de Sécurité pour un mandat de cinq ans renouvelable une fois. Le Secrétaire Général présente chaque année un rapport sur l'activité de l'organisation. Il assure l'administration permanente et peut intervenir lors des crises.

Les différents Secrétaires Généraux de l'O.N.U.



N°	Noms	Pays	Mandats
1	Trygve Lie	Norvège	1946 – 1952
2	Dag Hammarskjöld	(mort dans un accident d'avion en Angola en 1961)	Suède 1953 - 1961
3	U Thant	Birmanie	1961 – 1971
4	Kurt Waldheim	Autriche	1972 – 1981
5	Javier Pérez de Cuellar	Pérou	1982 – 1991
6	Boutros Boutros – Ghali	Egypte	1992 – 1996
7	Kofi Annan	Ghana	1997- 2006
8	Ban Ki – Moon	Corée du Sud	A partir de janvier 2007

4 – LE CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL :

C'est l'organe principal de coordination des activités économiques et social de l'O.N.U. et de ses institutions spécialisées et autres organes. Il se compose de 54 membres élus pour trois ans par l'Assemblée Générale et renouvelables tous les ans par tiers (Afrique : 14 ; Asie : 11 ; Amérique Latine : 10 ; Europe Occidentale et autres Etats : 13 ; Europe Orientale : 06). Chaque membre dispose d'une voix. Les décisions sont prises à la majorité simple.

5 – LA COUR INTERNATIONALE DE JUSTICE :

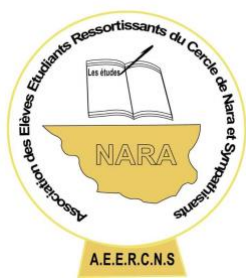
C'est l'organe judiciaire principal des Nations Unies. Elle est composée de quinze (15) magistrats élus par l'Assemblée Générale et le Conseil de Sécurité pour un mandat de neuf (9) ans. Elle règle les différends à caractère juridique entre les Etats membres mais seulement avec le consentement des Etats concernés. Elle donne des avis sur les questions d'ordre juridique soulevées par les organismes de l'O.N.U. et les institutions qui dépendent d'elle.

6 – LE CONSEIL DE TUTELLE :

Initialement créé pour surveiller l'administration des onze (11) territoires placés sous le régime de tutelle et veiller à l'évolution de ces territoires vers l'autonomie ou l'indépendance ; le Conseil de tutelle a mis fin à ses activités en 1994 avec la levée de la tutelle sur l'île de Palau.

D – L'ŒUVRE ACCOMPLIE PAR L'O.N.U.

La création de l'O.N.U. a suscité un grand espoir de paix. L'universalité de l'O.N.U. s'affirme



à travers la multiplication du nombre des Etats membres qui atteint aujourd'hui 191.

1 – Au service de la paix et de la sécurité :

a- La promotion de la paix : En 1980, l'Assemblée Générale a approuvé l'établissement de l'Université de la Paix au Costa Rica et la désignation du 3è mardi de septembre de chaque année comme journée internationale de la paix.

b- Les missions militaires : Elles sont confiées aux « Casques bleus ». Il s'agit :

- opérations de contrainte (Corée 1950 – 1953 ; Congo belge 1960 – 1964 ; Koweït 1991 etc.)
- des opérations d'interposition et d'observation qui se poursuivent de nos jours (de 1956 à 1967 au Proche Orient, Côte d'Ivoire depuis 2002 etc.).

c- Les interventions diplomatiques : Lors de chaque conflit, le conseil de sécurité lance aux belligérants des appels de cessez – le – feu. Il propose l'envoi de commission de médiateurs. L'action personnelle du Secrétaire Général est souvent déterminante. L'assemblée générale fournit un point de rencontre irremplaçable aux pays membres qui sans elle s'ignoraient quand ils ne sont pas antagonistes.

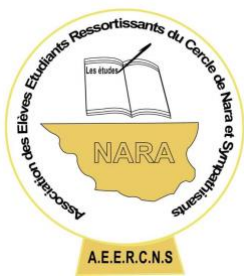
d- La commission du désarmement des Nations Unies a été chargée de faire des propositions susceptibles de mettre fin à la course aux armements.

2 – Pour la justice et l'égalité des droits :

- L'adoption en 1948 de la Déclaration Universelle des Droits de L'Homme a permis de diminuer les violations des droits de l'homme et de lutter contre toute forme de discrimination raciale.
- L'O.N.U. a encouragé les mouvements de décolonisation et soutenu les mouvements de libération nationale.

3 – Le développement économique et social :

- L'O.M.S. mène une campagne mondiale de vaccination de tous les enfants contre les six grandes maladies de l'enfance (diphtérie, rougeole, poliomyélite, tétanos, tuberculose et coqueluche). Elle cherche à élever le niveau de santé de tous les peuples ; elle a déclaré en 1978 l'éradication de la variole sur la planète.
- L'UNESCO met en œuvre des programmes d'alphabétisation et de formation dans le tiers monde. Elle a pour but de resserrer par l'éducation, la science, la culture et la communication la coopération entre les Etats et d'assurer le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales. Elle contribue à la sauvegarde du patrimoine archéologique mondial (exemple Djenné au Mali).
- La FAO élabore des stratégies et des programmes alimentaires afin de combattre la faim



dans le monde et mieux répartir l'aide internationale.

- L'ONUDI a été créée afin d'accélérer l'industrialisation du tiers monde.

E – LES LIMITES DE L'O.N.U. :

Les activités sont dans certains domaines, faibles à cause de certains obstacles. En dépit des efforts déployés par l'O.N.U. en faveur de la paix et du désarmement, les conflits localisés se sont multipliés ; les dépenses d'armement n'ont cessé d'augmenter. L'O.N.U. n'a pas pu empêcher les atteintes aux libertés, les tortures et les discriminations de toutes sortes.

L'action de l'O.N.U. en faveur du tiers monde se heurte aux égoïsmes nationaux et aux intérêts des pays riches.

L'O.N.U. connaît une crise financière depuis le début des années 1990 ; rares sont les pays qui payent en temps et en heure leurs cotisations si bien que l'organisation est au bord de la faillite.

Aussi la mauvaise gestion du secrétariat est régulièrement dénoncée.

Le droit de veto paralyse l'action de l'ONU.

La non – ingérence ne permet pas à l'ONU d'intervenir rapidement dans les conflits.

Le non-respect de la charte jette un discrédit sur l'efficacité de l'ONU (l'intervention contestée des USA en Iraq en 2003).

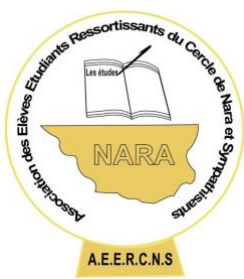
CONCLUSION

Même si l'O.N.U. n'a pas répondu aux espoirs que ses promoteurs avaient placés en elle, il est tout de même difficile de démontrer que son existence sert efficacement la cause de la paix ou que sa disparition la desservirait dangereusement.

LA DIVISION DU MONDE APRES LA GUERRE

INTRODUCTION

La victoire des Alliés en 1945 instaure un nouvel ordre international. Les deux principaux vainqueurs, les USA et l'URSS ne parviennent pas à surmonter leurs rivalités et leur méfiance



réci-proque, s'acheminant vers la rupture qui intervient en 1947. Deux mondes s'affrontent jusqu'à l'effondrement du communisme et de l'URSS en 1991.

La formule « Guerre Froide » désigne la première étape de cette compétition de 1947 au milieu des années 1950. Après cette période, la compétition continue mais sur un mode plus pacifique.

I- LES CAUSES DE LA DIVISION (LES ORIGINES).

A- LES PREMIERES DISSENSIONS :

Si les conférences de Yalta et de Potsdam annonçaient déjà la fin de la « Grande Alliance », l'espoir d'une entente entre les deux superpuissances est vite déçu ; la coalition, que ne soudent plus les impératifs de la lutte contre l'ennemi, se désagrège.

Dès la fin de la guerre en Europe, les USA mettent fin à l'aide consentie à l'URSS au titre de la loi prêt-bail. De leur côté, les Soviétiques réclament en vain la mise hors la loi de la bombe atomique par les USA, alors seul détenteur.

B- LA POUSSEE DU COMMUNISME EN EUROPE :

Au lendemain de la Guerre, l'URSS est décidée à établir un glacis défensif dans les pays d'Europe centrale libérés par l'Armée Rouge alors que Roosevelt s'était opposé à tout partage en zones d'influence. Mais l'expansion soviétique s'appuie sur l'action des partis communistes nationaux. L'attitude soviétique pousse Churchill à parler d'un « Rideau de fer » le 5 mars 1946.

C- LA RIPOSTE AMERICAINE ANTI-COMMUNISTE :

1- LA DOCTRINE TRUMAN :

Le 12 mars 1947, Harry Truman affirme la nouvelle ligne diplomatique des USA, l'endiguement (« containment ») du communisme à travers lequel il proclame la volonté américaine d'aider tous les peuples libres à défendre leur liberté.

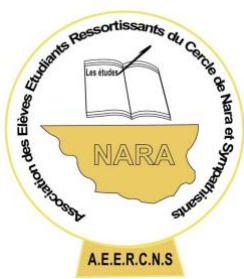
2- LE PLAN MARSHALL :

Le 5 juin 1947, le Général George Marshall, Secrétaire d'Etat américain propose aux nations européennes une aide économique de grande ampleur, le Plan Marshall qui offre les moyens financiers de redresser leur les économies.

D- LA RIPOSTE SOVIETIQUE :

Staline perçoit la doctrine Truman comme une menace à la sécurité de l'URSS.

Le 22 septembre 1947, le représentant soviétique Andreï Jdanov expose la stratégie suivante : à l'arme économique américaine, l'URSS oppose l'arme idéologie en favorisant l'arrivée au



pouvoir des gouvernements communistes.

En somme la rupture est consommée et le monde est désormais divisé en deux blocs qui vivent dans un antagonisme qui s'expriment par l'extrême violence des accusations réciproques.

II- LES ETAPES DE LA DIVISION : LA CONSTITUTION DES BLOCS (la bipolarisation)

La formation des blocs s'explique en partie par l'arme nucléaire que les Etats-Unis possèdent, mais pas l'URSS (qui l'aura bientôt cependant en 1949). Chaque Etat, selon idéologie, se range donc sous la protection de l'une ou l'autre des superpuissances : c'est le « parapluie nucléaire ». Le ralliement des États se fait par une série de pactes : c'est la « pactomanie », expliquant la rapide mise en place des blocs durant la guerre froide. Un bloc se définit donc comme un ensemble de pays sous le parapluie nucléaire d'une superpuissance. Très vite, le monde se divise en deux blocs

A- LE BLOC OCCIDENTAL :

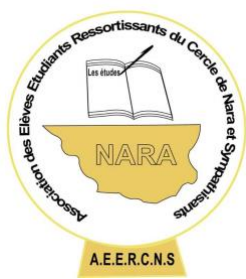
C'est une vaste zone géopolitique non homogène où les liens se sont créés entre les Etats opposés à l'URSS et attachés au libéralisme économique.

1- LES ALLIANCES MILITAIRES :

Les États-Unis et leurs alliés créent un important réseau d'alliances défensives : l'Organisation des États américains (1947), le traité de Bruxelles (1948), le Pacte atlantique (1949) doté en 1950 d'une structure militaire, l'OTAN, l'ANZUS (1951), l'OTASE (1955) et le Pacte de Bagdad (1955) devenu CENTO après le retrait de l'Irak en 1958. Les pays signataires s'engagent à s'aider mutuellement en cas d'agression. En 1947, les services de renseignements des États-Unis, du Canada, de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande signent l'accord UKUSA, dans le cadre duquel le système d'écoute planétaire Echelon sera mis en place dans les années 1970.

2- L'ORGANISATION ECONOMIQUE :

L'Organisation Européenne de Coopération Economique (OECE) est créée en avril 1948 et regroupe les USA, le Canada et les 16 pays européens bénéficiaires de l'aide Marshall (12.992,5 millions de dollars). Elle a permis de resserrer les liens entre ces pays, pour répartir l'aide américaine, faciliter les contingentements. Elle est devenue l'Organisation de Coopération et Développement Economique (OCDE) en 1961.



3- LA COOPERATION POLITIQUE ET L'IDEOLOGIE:

La naissance du Conseil de l'Europe est instituée par le Traité de Londres en mai 1949. Les pays du bloc de l'ouest se caractérisent par un régime démocratique pluraliste, une économie libérale et capitaliste reposant sur l'initiative privée où l'individu est le moteur de l'économie.

B- LE BLOC DE L'EST

1- LA NAISSANCE DES « DEMOCRATIES POPULAIRES » :

Au lendemain de la guerre, s'établit partout en Europe de l'est des coalitions issues de la Résistance sauf en Albanie, en Bulgarie et en Yougoslavie où le pouvoir est d'emblée détenu par les seuls communistes. En Europe de l'est, on assiste à la mise en place du système de Parti unique.

La proclamation de la République populaire de Chine le 1er octobre 1949 par Mao Zedong à la tête des communistes à l'issue de la guerre civile (1936 – 1949) agrandit l'espace communiste.

2- L'ORGANISATION DU BLOC ORIENTAL :

a- SUR LE PLAN POLITIQUE :

En septembre 1947 les Soviétiques mettent en place le Kominform ou Comité d'information des partis communistes. Le but officiel de cet organisme est « l'échange des expériences et la coordination de l'activité des partis communistes ». La Yougoslavie de Tito qui refuse de se soumettre à l'URSS est expulsée du bureau en 1948. L'idéologie est le socialisme qui se caractérise par un régime à parti unique, théoriquement une société sans classes, en fait une société dominée par une Nomenklatura privilégiée.

b- L'ORGANISATION ECONOMIQUE :

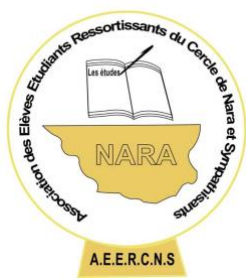
En janvier 1949, l'URSS fonde le Conseil d'assistance économique mutuelle (CAEM, ou COMECON), qui est chargé de coordonner les économies des démocraties populaires et de planifier les échanges commerciaux entre elles.

c- LA COOPERATION MILITAIRE :

En mai 1955, l'URSS crée le Pacte de Varsovie, qui officialise l'autorité soviétique sur les armées des démocraties populaires.

III- LES CARACTERES DE LA GUERRE FROIDE

A- DEFINITION :



La guerre froide consiste à affaiblir l'adversaire par une succession d'épreuves de la force sans aller jusqu'à déclarer une guerre mondiale. Les Grands ne s'affrontent, que par pays intermédiaires, ce sont les espaces de la stratégie indirecte où se produisent périodiquement des crises.

B-LES MANIFESTATIONS DE LA GUERRE FROIDE (LES CONFLITS) :

1- EN EUROPE :

a- EN GRECE : La Seconde Guerre mondiale donne naissance à deux tendances : républicaine modérée et communiste.

L'opposition des communistes au retour de Jorge III donne naissance à la guerre civile grecque.

Les agitations populaires font le succès du parti communiste, il a fallu une intervention de militaire (300.000 officiers et plus de 200 millions de dollars) pour mettre en déroute les soldats communistes de Markos. Vaincu, ce dernier se réfugie en Bulgarie et remplacé par Jorge III. L'occident venait ainsi de réaliser une victoire suite à l'antagonisme entre l'URSS et la Yougoslavie.

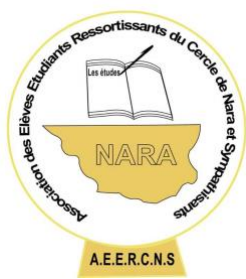
b- EN ALLEMAGNE :

En juillet 1945, à la conférence de Potsdam, les trois dirigeants des principales puissances alliées, Churchill (puis son successeur, le travailliste Attlee), Staline et Truman s'accordent sur le partage de l'Allemagne et de l'Autriche en quatre zones d'occupation : américaine, britannique, française et soviétique. De même, Berlin, l'ancienne capitale du Reich, est divisée en quatre secteurs d'occupation. Enclavée dans la zone soviétique, des voies d'accès aériennes, autoroutières et ferroviaires permettent de la raccorder aux zones occidentales. En février 1948, les Occidentaux décident de transformer à brève échéance leur tri zone en un État souverain ouest-allemand (conférence de Londres, en avril juin 1948). La première phase du processus est la création du Deutsche Mark, qui devient le 20 juin la monnaie commune aux trois zones occidentales. Staline proteste contre cette division de fait de l'Allemagne et, le 23 juin 1948, il profite de l'isolement géographique de Berlin pour bloquer tous les accès terrestres et fluviaux des secteurs occidentaux. Plus de deux millions d'habitants et trente mille soldats alliés se retrouvent pris en otage derrière le rideau de fer.

Pour sauver la ville de l'asphyxie, Britanniques et Américains se décident finalement à mettre en place un pont aérien.

Le 12 mai 1949, conscient de son échec, Staline décide de lever le blocus et reconnaît explicitement sa première grande défaite dans la Guerre froide.

Le 23 mai 1949, la division de l'Allemagne devient officielle, par la promulgation de la Loi fondamentale, acte de naissance de la République fédérale d'Allemagne (RFA,



Bundesrepublik Deutschland). Le 7 octobre, la zone soviétique à son tour se constitue en un État souverain, la République démocratique allemande (RDA, Deutsche Demokratische Republik). Les deux entités refusent de se reconnaître juridiquement. Désormais, l'Allemagne se trouve au cœur de la guerre froide.

Cette crise diminuera le prestige de l'URSS dans le monde avec ses images de Berlinoisi affamé résistant à sa politique de force et augmentera parallèlement celui des États-Unis aux yeux des Allemands de l'Ouest dont leur statut passe de celui d'occupant à celui de protecteur.

2- EN ASIE : LA GUERRE DE COREE (1950-1953) :

La guerre de Corée a pour contexte la victoire de Mao Zedong sur le nationaliste Jiang Jieshi (Tchang Kaï-chek) en Chine (1er octobre) 1949. Les États-Unis sont prêts à tout pour éviter qu'un nouveau pays d'Asie tombe dans le communisme.

Après la défaite japonaise en août 1945, la Corée fut coupée en deux au niveau du 38e parallèle : au Sud, la République de Corée, proaméricaine, dirigée par Syngman Rhee, au Nord, la République populaire de Corée, prosoviétique, dirigée par Kim Il Sung.

En 1948 et en 1949, les armées soviétiques et américaines quittèrent leurs zones d'occupation respectives, de part et d'autre du 38e parallèle.

Le 25 juin 1950, l'armée nord-coréenne franchit le 38e parallèle, avec l'accord de Staline.

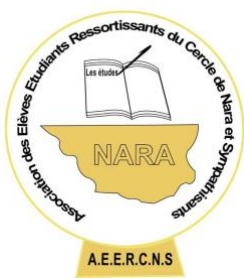
L'ONU demande aux communistes de ramener leurs troupes au nord du 38e parallèle. Les forces de l'ONU sont commandées par le général Mac Arthur. L'URSS boycotte le Conseil de Sécurité à cause de l'absence de la Chine populaire qui engage près d'un million de « volontaires ». Mac Arthur propose un bombardement atomique de la Chine mais il est destitué par Truman qui refuse sa proposition.

Le 27 juillet 1953, après la mort de Staline et deux ans de pourparlers, l'armistice fut signé à Panmunjom mais il ne sera suivi d'aucun traité de paix et consacre le retour au statu quo.

IV- LES CARACTERES DE LA COEXISTENCE PACIFIQUE.

A- DEFINITION :

La coexistence pacifique est une doctrine formulée par Nikita Khrouchtchev qui préconise des relations moins agressives entre les USA et l'URSS ; la compétition doit se limiter aux terrains économique et idéologique. C'est la période d'atténuation de la guerre n'excluant pas cependant des crises graves.



B- LES MANIFESTATIONS :

La mort de Staline le 5 mars 1953 change en partie les données des relations est – ouest. Elle entraîne en Corée un assouplissement de la position des communistes et la signature à Panmunjom d'un armistice le 27 juillet 1953.

L'arrivée de Nikita Khrouchtchev au pouvoir qui dénonce les abus et les crimes de Staline le 24 février 1956 au 20^e congrès du PCUS.

Les deux Grands ont intérêt d'accepter la doctrine Khrouchtchev pour deux raisons principales :

- l'équilibre de la terreur est atteint lorsque l'URSS maîtrise la bombe atomique en 1949 puis la bombe 'H' en 1953. Les soviétiques inaugurent la course à l'espace lorsqu'ils lancent en 1957 le premier satellite artificiel, Spoutnik ;
- un nouvel acteur vient troubler le jeu bipolaire des relations internationales : le Tiers monde.

Le 15 mai 1955 le traité qui rend à l'Autriche sa souveraineté est signé à Paris par les quatre puissances occupantes. Khrouchtchev rencontre Eisenhower en 1956 au Royaume-Uni, en 1959 aux États-Unis, en 1960 en France et Kennedy en 1961 à Vienne. En effet, John F. Kennedy préfère une coexistence pacifique avec l'URSS, mais veut en même temps empêcher le communisme de se répandre dans le Tiers-Monde. Il crée donc « l'Alliance pour le Progrès » pour aider l'Amérique latine, il accroît l'aide américaine au Congo-Kinshasa, il envoie des « conseillers militaires » au Laos et au Viêt Nam.

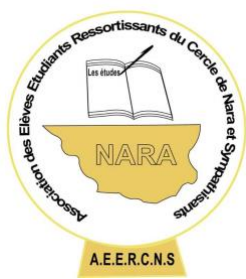
C- LES LIMITES DE LA COEXISTENCE PACIFIQUE :

La coexistence pacifique ne signifie pas la fin des tensions, plusieurs crises en témoignent.

1-LA CRISE DES SUEZ :

En juillet 1952, le roi Farouk d'Egypte est détrôné au profit d'un groupe d'officiers dirigé par le général Neguib, puis par le colonel Gamal Abdel Nasser (février 1954). Devant des difficultés, Nasser s'adresse aux USA pour financer la construction du barrage d'Assouan. Devant le refus américain, Nasser décide la nationalisation du canal de Suez le 26 juillet 1956. La France et la Grande Bretagne, lésées dans leurs intérêts, décident de réagir par la force conjointement avec Israël en bombardant les aérodromes de Port Saïd, de Gaza et de Suez. Les 5 et 6 novembre 1956, devant les menaces soviétiques et les pressions américaines, les combats sont stoppés et les casques bleus de sont chargés de maintenir la paix. Nasser est la grand vainqueur politique de la crise de Suez, le canal est nationalisé et les américains et les soviétiques savent désormais qu'ils doivent compter avec l'influence de ces jeunes Etats.

2- LA CRISE DE HONGRIE :



Une insurrection populaire chasse le 23 octobre 1956 les dirigeants staliniens du pouvoir et le nouveau chef du gouvernement Imre Nagy proclame la neutralité de la Hongrie et donc son retrait du Pacte de Varsovie. Le 3 novembre 1956, les soviétiques interviennent et noient dans le sang la révolte hongroise ; l'URSS impose un nouveau gouvernement dirigé par Janos Kadar sans aucune intervention américaine.

3- LA SECONDE CRISE DE BERLIN :

A Berlin, la pression diplomatique aboutit dans la nuit du 12 au 13 août 1961 à la construction d'un mur long de 113 km pour arrêter l'exode des milliers d'Allemands et de Berlinois de l'est. Ce mur concrétise le rideau de fer évoqué par Churchill.

4- LA CRISE DE CUBA :

Le 1er janvier 1959, Fidel Castro arrive au pouvoir au terme d'une guérilla contre le dictateur proaméricain Fulgencio Batista. Il se rapproche de l'URSS qui y installe des fusées nucléaires. Le 14 octobre 1962, un avion américain U2 photographie sur l'île de Cuba des rampes de lancement pour missiles nucléaires à moyenne portée, capables d'atteindre le territoire américain. En même temps, la Maison Blanche apprend que 24 cargos soviétiques transportant des fusées et des bombardiers Iliouchine font route vers Cuba (opération Anadyr).

John F. Kennedy (élu en 1960 et assassiné en le 22 novembre 1963 à Dallas, Texas), soutenu par les Occidentaux, annonce le 22 octobre 1962 le blocus de l'île et exige le retrait des fusées. On est au bord de l'affrontement direct entre les deux Grands. Au nom du bien supérieur de l'humanité, Khrouchtchev cède et retire ses fusées en novembre 1962.

Dès juin 1963, un « téléphone rouge », liaison permanente par télétype entre le Kremlin et la Maison Blanche, leur permet de se concerter immédiatement et d'éviter ainsi une diplomatie « au bord du gouffre ».

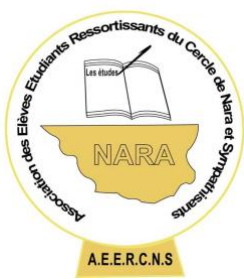
En août 1963, ils signent le traité de Moscou, qui interdit les essais nucléaires atmosphériques et sous-marins.

5- LA GUERRE DU VIETNAM :

En 1964, les Américains s'engagent massivement contre le Front National de Libération (les Vietcongs) d'Hô Chi Minh soutenu par l'URSS et la Chine contre le sud Vietnam, soutenu par les Américains, qui doit incarner la résistance du monde libre.

En 1965, les Américains bombardent le nord Vietnam et font entrer le Cambodge en 1970 et le Laos en 1971 dans la guerre.

La rivalité sino-soviétique pour aider et influencer le nord Vietnam en plus des méthodes de guerre révolutionnaire permet aux nords vietnamiens d'infliger une défaite humiliante aux



USA.

Cette défaite pousse le Président Richard Nixon et son Conseiller Henry Kissinger à réorienter la politique américaine. En 1971, la Chine communiste est officiellement reconnue par les USA et remplace la Chine de Taiwan au Conseil de sécurité, en 1972, Nixon se rend en visite officielle à Pékin.

Le 23 janvier 1973, la paix est signée à Paris et les USA se retirent du Vietnam mais la guerre continue entre le nord et le sud ; le 30 avril 1975, les troupes nord vietnamiennes entrent à Saigon et procèdent à la réunification du pays.

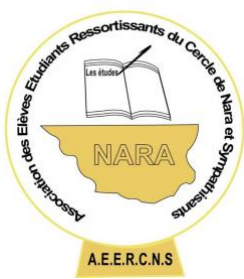
CONCLUSION

La Guerre Froide contribue au renforcement du bloc de l'ouest en créant une étroite solidarité entre les Etats de l'espace atlantique.

Le bloc de l'est reste jusqu'au début des années 1960 largement dominé par l'URSS et toute contestation interne est sévèrement réprimée.

Malgré les évolutions entre les deux blocs, les causes de conflit n'ont pas disparu surtout avec la compétition économique. L'accélération du processus de décolonisation vient modifier le rapport des forces de l'ONU.

LA DECOLONISATION



« Notre cercle, c'est notre priorité commune »

INTRODUCTION

A partir de 1945, s'amorce un phénomène géopolitique majeur : la décolonisation. La Seconde Guerre mondiale va abattre ce que la Première avait ébranlé. Elle va placer les puissances coloniales mêmes victorieuses en situation difficile.

La décolonisation est le processus par lequel un pays accède à l'indépendance. Elle est le résultat tantôt de négociations avec la métropole (colonies britanniques, Afrique noire française), tantôt la conséquence d'une lutte armée (Algérie, Afrique portugaise, Rhodésie du Sud).

I- LES FACTEURS DE LA DECOLONISATION

A- LES FACTEURS EXTERNES

1- L'EPREUVE DE LA SECONDE GUERRE MONDIALE

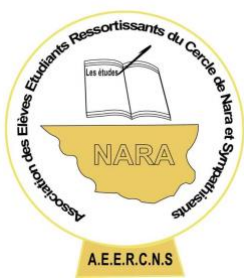
La Seconde Guerre mondiale sonne le glas des empires coloniaux. La défaite de la France, de la Belgique et des Pays Bas en 1940 porte atteinte à leur prestige de puissances coloniales. Pour recouvrer leur liberté, elles font appel à leurs troupes coloniales et doivent ensuite tenir compte des sacrifices ainsi imposés. En Asie les Japonais se sont opposés au vieux colonialisme des Blancs contre lequel ils appellent les peuples à s'unir ; avant de capituler, ils ont proclamé l'indépendance dans de nombreux pays.

2- L'ACTION DES DEUX GRANDS ET DE L'ONU

Les USA et l'URSS poussent à l'émancipation coloniale pour des raisons idéologiques, économiques et politiques.

- L'URSS utilise l'anticolonialisme comme une arme contre "l'impérialisme occidental" et soutient les mouvements nationalistes. Les partis communistes nationaux relaient la politique soviétique.
- Les USA qui se souviennent de leur propre mouvement d'indépendance défendent les droits des colonisés affirmés dans la Charte de l'Atlantique ; et au nom de la doctrine de la "porte ouverte", demandent que les barrières coloniales ne gênent plus leurs produits et capitaux.
- L'ONU, grâce à l'accord des deux Grands, joue un rôle dans la décolonisation. Dès sa formation, elle devient le lieu de propagande et de l'action anticoloniales surtout au début des années 1950. Elle accroît son influence au fur et à mesure qu'y entrent les pays accédant à l'indépendance. Au nom de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme, l'adoption de résolutions met souvent les puissances coloniales en position d'accusées.

3- LA CONFERENCE DE BANDOENG (INDONESIE)



En Avril 1955, 29 Etats (23 d'Asie et 6 d'Afrique : Egypte, Ethiopie, Ghana, Liberia, Libye et Soudan) se réunissent à Bandoeng en Indonésie pour condamner le colonialisme et le racisme, réclamer la mise en place d'une coopération internationale contre la pauvreté et le sous développement. Bien que n'ayant pas réussi à y faire proclamer le neutralisme (le non – alignement), la conférence a fixé les cinq principes suivants :

- Respect de la charte des Nations Unies ;
- Respect de la souveraineté et de l'intégrité des Etats ;
- Non intervention et non-ingérence ;
- Respect de l'égalité des races et des nations ;
- Coexistence pacifique.

4- LA REACTION DES METROPOLES

Face aux revendications de leurs colonies, les métropoles européennes commencent souvent par refuser toute évolution. Pour beaucoup d'entre, affaiblies en 1945, l'empire colonial constitue un dernier signe de puissance qu'elles ne veulent pas se résoudre à abandonner.

Certains milieux européens sont plus ouverts aux demandes des peuples colonisés. C'est le cas de certains intellectuels inspirés par un humanisme tantôt laïc, tantôt chrétien. Par réalisme ou par conviction, des forces comme les partis communistes ou le parti travailliste anglais se montrent également compréhensives. Les églises aussi se dégagent peu à peu de leur collaboration avec la puissance coloniale.

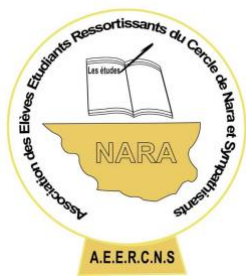
Enfin certaines thèses soutiennent que les territoires extérieurs coûtent chers et sont moins bénéfiques.

B- LES FACTEURS INTERNES

Le conflit à peine terminé, les peuples colonisés ne feront pas preuve de patience. Partout les mouvements nationalistes manifestent leur force et leur audace surtout avec l'émergence d'élites autochtones formées à l'école de l'occident et fidèles à l'héritage de leur culture originelle mais avec de nationalismes différents (**Bourguiba eb Tunisie est inspiré par le laïcisme** de Kemal Atatürk, Ho Chi Minh au Vietnam est communiste en même temps que nationaliste).

Le phénomène du sous-développement, engendré par l'exploitation économique entre les deux guerres, conduit à une prise de conscience par les indigènes et aboutit à un mécontentement populaire que les nationalistes transforment en révolte contre les métropoles.

Il faut ajouter le rôle des syndicats africains, des intellectuels à travers des œuvres littéraires



(Aimé Césaire, Léopold Sédar Senghor etc.) ; des mouvements des étudiants, des églises et des partis politiques.

II- LES FORMES DE LA DECOLONISATION

La décolonisation revêt deux formes principales : la forme pacifique et négociée et la forme violente à travers la guerre.

A- L'AFRIQUE DU NORD

1- LE MAROC :

Après 1945, de vives tensions ont opposé la France à son protectorat qui voulait coûte que coûte avoir son indépendance. Le parti de l'indépendance (l'Istiqlal), fondé en décembre 1943 jouit de l'appui plus ou moins déclaré du sultan Mohamed ben Youssef. Le gouvernement français refuse toute négociation et procède à des réformes timides. Une épreuve de force s'engagea entre le Maroc et la France et se traduit par l'imposition d'une politique autoritaire par le général Guillaume en 1947. Le soulèvement qui éclate à Casablanca en décembre 1952 est durement réprimé. Guillaume croit pouvoir sortir de l'impasse en détrônant le sultan (déporté à Madagascar en août 1953) au profit du docile ben Arafa. L'insurrection s'étend à tout le pays (1954 – 1955) et au cours de l'été 1955, la France choisit la négociation en ramenant le sultan ben Youssef (Mohamed V) qui rentre triomphalement à Rabat le 16 novembre 1955. Le 2 mars 1956, l'indépendance du Maroc est proclamée.

2- L'ALGERIE:

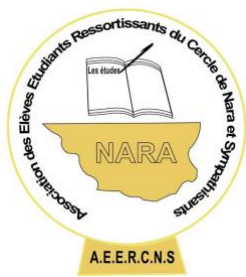
Dans ce pays la conscience nationale a été lente à se former à cause de son statut de colonie de peuplement. Une forte minorité française y est établie et possède les mêmes droits que les français de la métropole. Elle refuse des réformes qui remettraient en cause leur domination en accordant des droits aux indigènes. Les algériens musulmans sont déçus des réformes de 1947.

Les nationalistes se radicalisent : l'injustice du système du double collège (les musulmans ont autant de députés à l'Assemblée algérienne que les français pourtant huit fois moins nombreux) et le trucage des élections les empêchent de faire entendre leur voix. Ils ne voient d'issue que l'usage de la force.

Quelques hommes décidés (ben Bella, Boudiaf, Aït Ahmed, Belkacem Krim) créent le Front de libération nationale (FLN) le 1er novembre 1954 et lancent l'insurrection le même jour avec des méthodes de guerre révolutionnaire.

Le gouvernement français défend l'Algérie française et en 1956, l'armée met en place un dispositif très dense qui nécessite l'envoi de contingent et empêche la masse de rallier immédiatement le FLN en association opérations militaires et actions auprès des civils.

En 1958 est créé le GPRA (Gouvernement provisoire de la République d'Algérie) présidé par



Fehrat Abbas.

Les partisans de l'Algérie française sont inquiets et leur émeute à Alger, le 13 mai 1958, aboutit au retour au pouvoir du général de Gaulle et la naissance de la 5^e République qui mène de front opérations militaires et négociations. De Gaulle évoque l'autodétermination des Algériens qui choisiraient entre la sécession, l'intégration ou l'association. Cette dernière solution avait les faveurs de de Gaulle, mais le FLN maintient son opposition et les Européens refusent d'être gouvernés par la majorité musulmane. Lors de sa visite d'explication en Algérie en décembre 1960, de Gaulle prend cependant conscience des réalités. Cette visite déclenche de violentes manifestations de la part des européens mais aussi des musulmans partisans de « l'Algérie algérienne » et du FLN. L'échec du putsch des généraux en avril 1961 fait place aux violences de l'Organisation de l'Armée Secrète (OAS) constituée par les irréductibles de l'Algérie française en Algérie comme en métropole.

Les négociations s'ouvrent en mai 1961 et durent jusqu'à la conclusion, le 18 mars 1962, des Accords d'Evian qui prévoient un cessez le feu immédiat suivi d'un scrutin d'autodétermination dans les six mois. Les ultimes violences de l'OAS n'empêchent pas ce scrutin (90,7 % de oui) de donner l'INDÉPENDANCE à l'Algérie le 3 juillet 1962.

B- L'AFRIQUE AU SUD DU SAHARA

1- L'AFRIQUE NOIRE FRANÇAISE : UNE DECOLONISATION NEGOCIEE

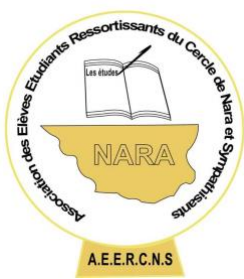
L'indépendance de l'Afrique noire française se fait généralement d'une manière progressive et pacifique.

Dans son ensemble, l'Afrique noire française ignorait l'agitation nationaliste ; les seules qui éclatent sont plutôt d'ordre social que politique qui naissent de l'abus du travail forcé et du statut de l'indigénat. Par l'administration directe, la France dirige solidement ses colonies. Une révolte éclate à Madagascar après des élections truquées, est écrasée dans le sang en mars – avril 1947 (90.000 morts). Ce sera la seule insurrection dans les possessions françaises au sud du Sahara. L'indépendance de l'empire colonial français résulte d'une démarche progressive et pacifique.

a- LA CONFERENCE DE BRAZZAVILLE (du 30 janvier au 8 février 1944)

Elle a regroupé autour de de Gaulle, les gouverneurs généraux et ceux des colonies. Elle est apparue pour beaucoup d'observations comme un réaménagement du système colonial ou une orientation opportuniste du gaullisme qu'une véritable tentative d'allègement du sort des colonies. Il s'agissait en réalité d'associer les peuples colonisés à la gestion de la chose publique dans leur pays. Un programme de promotion socio – économique a été formulé mais toute idée d'indépendance était exclue en dehors du bloc français.

Elle a donné aux colonies une possibilité de représentation pour l'Assemblée nationale française. Certaines améliorations sont à noter dans les conditions de vie des populations à



travers la loi Félix Houphouët Boigny du 11 avril 1946 supprimant le travail forcé avec la mise en garde française contre toute idée d'indépendance et la loi Lamine Guèye du 7 mai 1946 supprimant le statut de l'indigénat.

b- LA LOI –CADRE DEFERRE

Elle a donné naissance en juin 1956, à une véritable vie politique africaine en instituant les assemblées élues au suffrage universel, dans le cadre des collèges électoraux uniques. Les chefs politiques africains, l'ivoirien Félix Houphouët Boigny et le sénégalais Léopold Sédar Senghor symbolisent la politique d'entente vigilante avec la France. Elle divisé l'Afrique puisque chaque colonie doit se battre pour son propre compte.

c- LA COMMUNAUTE

« L'indépendance ! Quiconque la voudra pourra la prendre » disait le général de Gaulle. « Il n'y a pas de dignité sans liberté... nous préférons la liberté dans la pauvreté que la richesse dans l'esclavage » répliquait Ahmed Sékou Touré.

En 1958, la 5^e république rassemble dans un organisme appelé Communauté les colonies devenues Etats souverains, à l'exception de la Guinée de Sékou Touré qui a refusé d'y adhérer et devient indépendant le 2 octobre 1958, elle sera coupée de l'aide française.

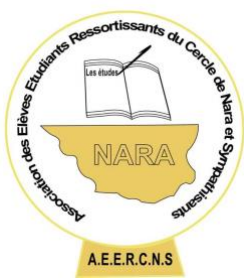
En 1960, la Communauté disparaît et les Etats africains (Mali, Haute Volta, Niger, Sénégal, Côte d'Ivoire, Bénin, Togo, Cameroun, Gabon, Centrafrique, Congo, Madagascar, Tchad, Mauritanie), désormais indépendants, établissent des liens bilatéraux avec la France.

2-L'AFRIQUE NOIRE ANGLAISE : LA RHODESIE DU SUD (ZIMBABWE)

Dans ce pays, l'indépendance a été obtenue après 20 ans de lutte armée. En 1965, Ian Smith, Premier Ministre et leader du front National, proclama unilatéralement l'indépendance de la Rhodésie, que la Grande Bretagne refusa de reconnaître en raison de la politique ségrégationniste pratiquée par la minorité blanche. L'ONU fit décider diverses sanctions notamment un embargo économique. L'obstination de Ian Smith lui permit de faire admettre la Rhodésie « blanche » à divers Etats occidentaux et même d'Afrique noire, les mouvements nationalistes étant très divisés.

La rébellion s'organisa néanmoins après 1972 assez fortement pour faire céder Ian Smith. Le référendum de 1979 aboutit à l'établissement d'un nouveau gouvernement dirigé par Monseigneur Abel Muzorewa, un nationaliste modéré. Pour la première fois, l'ONU réagit et déclare nul et non avenu le résultat des élections. Après la signature d'un cessez le feu, le référendum est sera repris en février 1980 et verra le triomphe de leaders radicaux Robert Mugabe (qui a créé en 1961 Zimbabwe African People Union) et Joshua N'Komo qui proclamèrent le 18 avril 1980 l'indépendance du Zimbabwe.

3- L'AFRIQUE NOIRE LUSOPHONE : L'ANGOLA



La décolonisation du territoire sous domination portugaise sera difficile. Elle est faite à travers une lutte armée qui aura duré des décennies. A partir de 1961, l'Angola connaît divers mouvements de libération nationale : le Mouvement Populaire de Libération de l'Angola (MPLA) dirigé par Agostino Neto et soutenu par l'URSS et le corps expéditionnaire cubain ; l'Union Nationale pour l'Indépendance Totale de l'Angola (UNITA) de Jonas Savimbi soutenue par l'Afrique du Sud.

Au terme d'une lutte armée, l'indépendance de l'Angola est proclamée le 21 novembre 1975. Les premières élections sont remportées par le MPLA et Agostino Neto est élu Président. Mais Savimbi continue la lutte armée à travers le maquis jusqu'à sa mort en février 2002.

III-LES PROBLEMES DES PAYS AFRICAINS APRES LES INDEPENDANCES :

Les lendemains des indépendances n'ont pas répondu aux attentes des masses africaines qui sont confrontées à de multiples problèmes.

A- LES PROBLEMES POLITIQUES :

L'un des handicaps majeurs au développement de l'Afrique est l'état de « balkanisation » dans lequel les colonisateurs l'ont laissé. Cette situation est à l'origine de nombreux conflits dont certains ont un caractère ethnique (xénophobie) : entre 1960 et 1970 la guerre de sécession du Biafra au Nigeria, la menace de sécession du Katanga au Zaïre, le Rwanda et le Burundi ; la Côte d'Ivoire de 2002 à 2007. La démocratisation est aussi l'un des principaux problèmes dans les pays nouvellement indépendants.

B- LES PROBLEMES ECONOMIQUES :

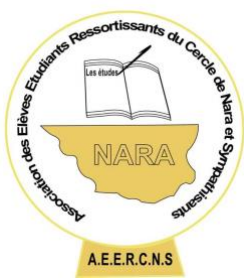
L'agriculture africaine se caractérise par la faiblesse des rendements et de la productivité ; l'industrie est obsolète et dominée par la présence des industries légères ; l'insuffisance des voies et des moyens de transport joue sur les échanges commerciaux qui sont déficitaires ; tous les pays sont confrontés à l'endettement sans cesse croissant etc.

C- LES PROBLEMES SOCIAUX ET CULTURELS :

Les pays africains sont confrontés à des problèmes de santé, de chômage, d'éducation, de religion etc.

CONCLUSION :

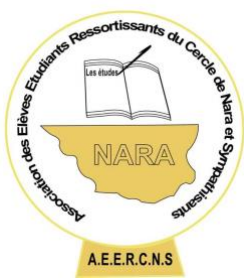
Relativement paisible dans de nombreux territoires, mais parfois dramatique, la décolonisation bouleverse le visage politique de la planète. Elle confirme l'effacement de l'Europe, ce qui dans un premier temps renforce la domination des deux Grands, et donne naissance à de nombreux Etats qui sont rapidement confrontés à de nouveaux problèmes.



LA NOTION DE CIVILISATION ET SON EVOLUTION

INTRODUCTION

Le concept de civilisation, forgé il y a plus de deux siècles, n'est pas simple : son sens et son contenu ont varié. La notion de civilisation associe plusieurs éléments constitutifs : organisation politique, forme de société, type d'économie, systèmes de valeurs. Ce qui



« Notre cercle, c'est notre priorité commune »

suppose plusieurs types de civilisations alors évolutives.

I- TENTATIVE DE DEFINITION

Le mot « civilisation » n'a pas la même signification au singulier et au pluriel d'où l'existence de deux interprétations. On admet aujourd'hui qu'il y a pluralité de civilisations, d'absolue, la notion est devenue relative.

A – AU SINGULIER : UN JUGEMENT DE VALEUR

Jadis la notion de « civilisation » opposait les peuples civilisés à ceux qui ne l'étaient pas encore. Le mot signifiait l'état des habitants des cités ou des villes par opposition à ceux des campagnes. Le civilisé est celui qui vit dans une cité, ou plus largement, dans un Etat pourvu de lois et faisant régner la justice. Cette conception justifie l'existence d'une société à l'image des cités grecques pourvues d'un système politique, économique et artistique. C'est ainsi que les grecs pensaient que tous ceux qui ne parlaient pas leur langue étaient non civilisés, c'est-à-dire barbares. En fait, dans son sens originel, la civilisation est conçue comme un ensemble cohérent d'éléments sans doute différents, mais tous également caractéristiques et valables pour l'homme civilisé, c'est-à-dire celui qui vit dans une certaine organisation politique, sociale, économique et culturelle que l'on juge meilleure. La civilisation est alors une œuvre passagère qui a sa justification sans pour autant être une perfection.

B- AU PLURIEL : UN JUGEMENT DE VALEURS

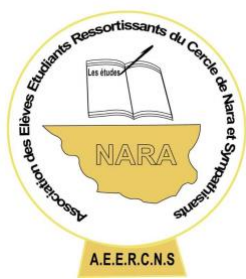
De nos jours, la notion de civilisation est relative. Les progrès de l'histoire et de ses sciences auxiliaires ont montré que tous les peuples étaient pourvus de civilisation. L'idée de supériorité dans le concept de civilisation est devenue absurde et fut remplacée par celle de diversité puisque les peuples antiques (Egypte, Sumer, Crête, Nok etc.) avaient bien une manière de vivre donc une civilisation. Dans la multiplicité des sociétés et dans la pluralité des modes de vie, il n'y a que des sociétés dissemblables ou des civilisations différentes.

En somme la civilisation se définit comme l'ensemble des phénomènes sociaux, culturels, économiques et politiques propres à un peuple et transmis par l'éducation.

II- LES ELEMENTS CONSTITUTIFS D'UNE CIVILISATION

A- L'ORGANISATION POLITIQUE :

Il n'y a pas de société constituée sans institutions politiques. La politique a pour objet de régler les rapports entre les hommes. Ainsi, le régime politique dans une société vise à désigner les dirigeants par différents systèmes : la succession familiale (patrilinéaire, collatérale, matrilineaire, etc.), le tirage au sort, la cooptation, la capacité éprouvée par des



examens, l'élection qui tend à devenir le système universel, etc.

B- UNE FORME DE SOCIETE :

Les sociétés sont inégalement différenciées selon le nombre et la force relative des groupes qui les composent. Les systèmes de rapports sociaux expriment des philosophies de la société. Certaines sociétés sont basées sur l'inégalité (les castes, les nobles ordonnés en fonction des métiers, des rôles sociaux qui peuvent être héréditaires) ; d'autres sociétés établissent l'égalité de tous devant la loi, la justice.

C- UN TYPE D'ECONOMIE :

Les formes d'activité, les orientations de l'évolution technique donnent aux civilisations leur particularité. Il existe une grande différence entre les sociétés dont la principale activité est le travail de la terre et celle où l'économie moderne est diversifiée. Il existe plusieurs types d'économie :

- l'économie du monde occidental basée sur la propriété privée et le libéralisme ;
- l'économie de type collectif basée sur la suppression de l'appropriation individuelle, au moins des biens de production, et le transfert du pouvoir économique à la collectivité.

D- UN SYSTEME DE VALEURS :

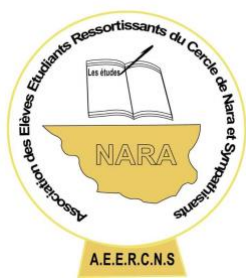
Les éléments intellectuels et moraux appartiennent à l'essence des civilisations. Mentalité, sensibilité, croyances religieuses, convictions philosophiques, la langue, tout ce qui compose une culture, sont sans doute les éléments les plus spécifiques et aussi les plus irréductibles d'une civilisation. Il est relativement aisé d'emprunter à d'autres peuples leurs procédés de gouvernement, plus facile encore de copier leurs inventions techniques ; il est rare qu'in puisse s'assimiler leur mode de raisonnement et adopter telle quelle leur éthique. C'est cet obstacle qu'a souvent buté la tentative assimilatrice des puissances coloniales.

III- L'EVOLUTION DES CIVILISATIONS :

Les civilisations sont le fruit d'une longue histoire dont chaque âge laisse des traces. Elles naissent, se développent et meurent ; mais tous les éléments n'évoluent pas au même rythme, c'est pourquoi dans toutes les civilisations subsistent encore des traits du passé même s'ils ont perdu leur signification première.

Une civilisation constitue un ensemble dont les divers éléments agissent les uns sur les autres ; elle est rarement homogène et se modifie au contact d'autres civilisations. La rencontre de deux civilisations peut être fatale à l'une mais le plus souvent elle féconde.

Si l'évolution d'une civilisation est lente, on dit qu'elle est stagnante, si l'évolution est rapide,



on parle de mutation ou de révolution. Ainsi l’Egypte qui a brillé avec les pharaons est aujourd’hui un pays en voie de développement ; la Grèce qui avait ses philosophes (Aristote, Platon etc.), ses athlètes, ses orateurs, est aujourd’hui un pays qui accuse du retard par rapport à beaucoup de pays européens.

IV- LA DIFFUSION DES CIVILISATIONS :

Les civilisations se diffusent soit directement par la voie de conquête (guerre) soit indirectement, de façon lente par plusieurs facteurs : le commerce, les médias, la religion, les échanges intellectuels etc.

Les civilisations contemporaines sont de plus en plus influencées les unes par les autres. Si l’Europe occidentale a influencé techniquement les civilisations africaines, celles-ci à leur tour ont influencé l’art européen.

CONCLUSION

A la mesure du monde qui est avant tout complexe et divers, ancien et actuel, les civilisations se montrent pareillement multiples et parfois bizarres. On a vu ainsi naître, se développer et disparaître des civilisations, alors qu’aujourd’hui, toutes les civilisations semblent tendre vers un ‘‘idéal de civilisation’’ : civilisation de l’universel car le monde est devenu un village planétaire.

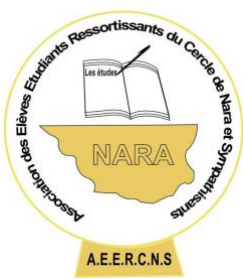
LA CIVILISATION DE L’AFRIQUE NOIRE

INTRODUCTION

L’Afrique noire est la partie du continent située au sud du Sahara (du Tropique du Cancer au Cap) habitée e majorité par des populations de race noire. « Berceau de l’humanité », elle a élaboré de brillantes civilisations avant son contact avec les musulmans et occidental qui y ont apporté de profondes mutations.

I- LA RELIGION TRADITIONNELLE

A- LES FONDEMENTS :



« Notre cercle, c’est notre priorité commune »

En Afrique noire, les croyances religieuses sont dominées par l'animisme (croyance attribuant aux choses une âme, une conscience). C'est une religion polythéiste (qui admet l'existence de plusieurs dieux) fondée sur le principe selon lequel l'univers tout entier est une hiérarchie de forces invisibles (les esprits) au sein duquel tout élément minéral, végétal ou animal a une âme. L'animisme croît en l'existence du Dieu suprême invoqué lors des prières (serments, bénédictions, malédictions etc.) à qui on rend indirectement hommage à travers une multitude de dieux responsables de l'ordre et du désordre, du bien et du mal.

B- LE CULTE DES ANCETRES :

Il consiste à apaiser et à chercher la faveur des forces vitales qui habitent dans la nature : bois, eaux, vents, etc. Les ancêtres sont honorés comme des dieux. L'animisme croît à l'immortalité de l'âme. Les défunts sont moins heureux mais plus puissants que les vivants à condition que ceux-ci les entretiennent par certains rites.

L'animisme croît en certains êtres surnaturels maléfiques ou bons, au totem (animal protecteur).

C- LES RITES DE LA RELIGION TRADITIONNELLE :

1- LES CEREMONIES :

Au cours des cérémonies, on fait des sacrifices pour mobiliser les forces bienfaisantes et chasser le mauvais sort. Le sacrifice est un transfert de forces qui n'a pas lieu au bénéfice exclusif du sacrificateur, il renforce « l'esprit » auquel on s'adresse.

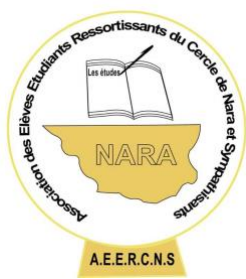
2- LES INITIATIONS :

Elles doivent préparer l'individu à franchir les différentes étapes (de l'enfance à l'adolescence, de celle-ci à l'âge adulte et enfin à la vieillesse) et à connaître les secrets de la vie d'où la multiplicité des sociétés secrètes correspondants aux différents âges et à certaines catégories socio-professionnelles (les castes). La solidarité est complète entre les compagnons d'initiation.

3- LA MAGIE :

Elle repose sur les pratiques divinatoires, elle permet d'interpréter le désir des divinités, de prédire l'avenir et guérir les maladies. Il y a la magie bénéfique pratiquée par les féticheurs, les devins guérisseurs et la magie maléfique (magie noire) pratiquée par les sorciers qui causent les maladies, le mauvais sort. La sorcellerie était sévèrement punie.

Malgré la percée fulgurante des religions étrangères, la religion traditionnelle est encore largement pratiquée en Afrique noire, mais elle connaît des problèmes d'adaptation à la vie moderne liés à l'hygiène à l'environnement, à la politique, à la société.



II- LES INFLUENCES EXTERIEURES

Les Arabes et les Européens sont arrivés en Afrique noire avec l'islam et le christianisme qui ont influencé les croyances et les pratiques traditionnelles.

A- L'ISLAM EN AFRIQUE NOIRE

1- LES PHASES ET LES METHODES D'EXPANSION :

Né en Arabie au VII^{ème} siècle, l'islam a atteint l'Afrique noire aux X^{ème} et XI^{ème} siècles mais demeure longtemps la religion des masses dirigeantes et des villes.

a- En Afrique occidentale: il y a eu la phase almoravide précédée de l'installation pacifique des musulmans au Ghana par le biais du commerce transsaharien; la phase mandingue au XIV^{ème} siècle, la phase sonrhàï au XVI^{ème} siècle et la phase conquérante puis pacifique des XVII^{ème} et XIX^{ème} siècles avec les Toucouleur et les Peul.

b- En Afrique orientale : dès la fin du VII^{ème} siècle, l'installation des Alides de Perse et des Kharidjites d'Oman sur la côte de Zanzibar permet l'expansion de l'islam à l'intérieur par des pistes esclavagistes.

L'islam, pendant dix siècles, s'est répandu peu à peu en Afrique noire. Son expansion a été surtout pacifique (commerce) ; son message simple, facile à comprendre, a beaucoup fait pour son succès.

2- LES CARACTERES DE L'ISLAM NOIR :

L'islam noir se caractérise par :

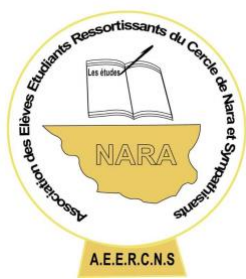
- la multiplicité des confréries et des sectes dirigées par des marabouts (Cheikh, Wali) : Qadryya, Tidjanya, Mouridisme (fondé par cheikh Ahmadou Bamba au début du XX^{ème} siècle au Sénégal), le Hamallisme etc.
- le syncrétisme, c'est-à-dire l'introduction des animistes dans la pratique du culte comme les procédés divinatoires, la magie, les offrandes aux esprits

Grâce à l'islam, l'Afrique noire a été intégrée au circuit du commerce international, malheureusement il a coûté cher car son essor est lié à l'esclavagisme arabe.

B- LE CHRISTIANISME EN AFRIQUE NOIRE

1- L'EXPANSION :

Jusqu'au XV^{ème} siècle, le christianisme est inconnu en Afrique noire sauf en Ethiopie (règne d'Ezana). Dans le reste du monde noir, son entrée est tardive. La conversion du roi Mani Congo en 1484 est considérée comme le début de la première évangélisation de l'Afrique



noire qui sera limitée jusqu'au XIX^e siècle.

La colonisation est le principal facteur de diffusion de cette religion grâce aux missionnaires qui remportent beaucoup de succès dans les régions peu touchées par l'islam notamment les régions forestières, côtières et les hauts plateaux.

2- LES CARACTERES DU CHRISTIANISME NOIR :

Comme l'islam, le christianisme a subi des transformations plus ou moins profondes du culte. Il se caractérise par :

- sa division en secte (catholique et protestante) et la création d'église noire comme le messianisme qui consiste à se regrouper autour de quelqu'un considéré comme un saint qui joue le rôle de nouveau messie (le sauveur). C'est le cas du Kimbanguisme mené par Simon Kimbangu au Congo, du Harrisme, très populaire en Côte d'Ivoire et au Liberia, qui prône l'adoration de Dieu par les chants et les danses.
- Le syncrétisme : il se manifeste par des formes de déviation qui vont jusqu'à admettre la polygamie.

Bien qu'il ait collaboré avec le colonisateur, l'action du christianisme est hautement positive en Afrique noire surtout sur le plan social (éducation, formation, santé etc.).

CONCLUSION

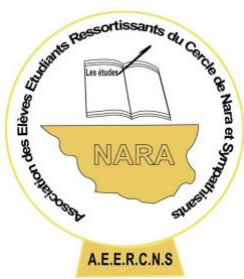
L'Afrique actuelle est en train de forger une civilisation à cheval sur les valeurs étrangères et sa civilisation traditionnelle. Toute civilisation doit garantir son équilibre dans le monde moderne et assurer le respect de son originalité, c'est pourquoi dans le domaine culturel, les Africains font de plus en plus d'apport au patrimoine universel.

L'AFRIQUE NOIRE CONTEMPORAINE

I- LE PANAFRICANISME

A- DEFINITION

Le panafricanisme est une doctrine, un mouvement politique et culturel, qui tend à développer



« Notre cercle, c'est notre priorité commune »

ou à resserrer l'unité et la solidarité des peuples africains.

B- GENESE

L'idée d'unité africaine, lancée vers la fin du 19^e S en Amérique, a fait le même chemin triangulaire que le commerce négrier. En 1960, l'Afrique indépendante se trouve totalement morcelée, ainsi la solidarité africaine se fit sentir à tous les niveaux et se traduit par la création de l'OUA en 1963. Ainsi différentes tentatives aboutissent à la création de l'OUA principalement entre 1958 et 1963.

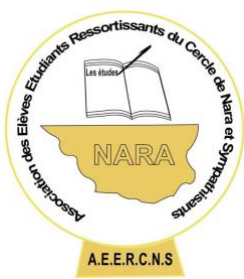
- Le mouvement panafricain pour la liberté de l'Afrique centrale et orientale, créé en septembre 1958 regroupait le Kenya, l'Ouganda, le Zanzibar, le Tanganyika, le Nyassaland et avait pour but la coordination d'un mouvement d'indépendance.
- L'Union Ghana – Guinée née à Accra en novembre 1958, elle devient l'Union Ghana – Guinée – Mali après l'écclatement de la fédération du Mali.
- Le Conseil de l'entente est créé pour coordonner la politique des Etats membres (côte d'Ivoire, Haute Volta, Niger, Dahomey).
- L'union africaine et malgache (UAM) qui regroupe les pays du Conseil de l'entente, de l'ex AEF, la Mauritanie et Madagascar, fut créée du 15 au 19 décembre 1960.
- Le groupe de Casablanca ou Afrique révolutionnaire est constitué du 3 au 7 janvier 1961 et les pays (Ghana, Guinée, Mali, Maroc, Egypte, GPRA – Algérie) partisans d'une indépendance et d'une unité complète.
- Le groupe de Monrovia ou Afrique modérée constitué en mai 1961 comprend les membres d l'UAM, l'Ethiopie, le Liberia, la Libye, le Nigeria, la Sierra Leone et la Tunisie. Ce groupe est partisan d'une unité plus souple et prône le non recours à la violence, la non-ingérence dans les affaires intérieures des Etats, l'égalité, l'intégrité et la souveraineté territoriale.

En 1962, des efforts sont déployés pour concilier les deux tendances ; à la conférence de Lagos, Haïlé Sélassié réclame un groupe au lieu d'une coalition de forces. La raison finit par triompher et on adopte les principes du groupe de Monrovia.

C- L'ORGANISATION DE L'UNITE AFRICAINE

1- Création :

A partir des principes du groupe de Monrovia, l'Organisation de l'Unité Africaine a pu voir le jour le 25 mai 1963 lors de la 4^e session des chefs d'Etats indépendants sous la présidence de l'Empereur Haïlé Sélassié dans l'Africa Hall à Addis Abeba (Ethiopie). Ainsi tous les pays indépendants (30) sauf l'Afrique du sud, le Maroc et le Togo, signent la charte de l'Organisation de l'Unité Africaine dont le siège se trouve à Addis Abeba.



2- Les objectifs de l'OUA :

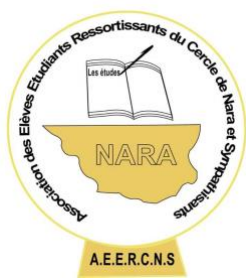
Ils sont précisés dans l'article 2 de la Charte et sont les suivants :

- Renforcer l'unité et la solidarité des Etats africains.
- Coordonner et intensifier leur coopération et leurs efforts pour offrir de meilleures conditions d'existence aux peuples d'Afrique.
- Défendre leur souveraineté, leur intégrité territoriale et leur indépendance.
- Eliminer sous toutes ses formes le colonialisme de l'Afrique.
- Favoriser la coopération internationale, en tenant dûment compte de la Charte des Nations Unies et de la déclaration universelle des droits de l'Homme.
- A ces fins, les Etats membres coordonneront et harmoniseront leurs politiques générales, en particulier dans les domaines suivants :
 - Politique et diplomatie ;
 - Economie, transports et communications ;
 - Education et culture ;
 - Santé, hygiène et nutrition ;
 - Science et technique ;
 - Défense et sécurité.

3- Les principes :

Ils sont énoncés dans l'article 3 de la charte et sont les suivants :

- Egalité souveraine de tous les Etats membres ;
- Non-ingérence dans les affaires intérieures des Etats ;
- Respect de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de chaque Etat et de son droit inaliénable à une existence indépendante ;
- Règlement pacifique des différends, par voie de négociations, de médiation, de conciliation ou d'arbitrage ;
- Condamnation sans réserve de l'assassinat politique ainsi que des activités subversives exercées par des Etats voisins, ou tous autres Etats ;
- Dévouement sans réserve à la cause de l'émancipation totale des territoires africains



non encore indépendants ;

- Affirmation d'une politique de non alignement à l'égard de tous les blocs.

4- De l'OUA à l'Union Africaine :

Il aura fallu près de 40 ans à l'Afrique pour remplacer l'OUA par l'Union Africaine dont l'idée de création est partie du guide libyen Mouammar al Kadhafi lors du sommet de Syrte (Libye) le 9 septembre 1999. La charte a été ratifiée en mai 2001 par les 2/3 des Etats membres de l'OUA après que le projet soit adopté au sommet de Lomé en juillet 2000.

C'est le 9 juillet 2002 à Durban en République Sud Africaine que l'Union Africaine est née sur les cendres de l'OUA.

5- Les institutions

- La Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement : elle se réunit une fois par an en session ordinaire, décide des grandes orientations de l'organisation, fait des recommandations et nomme le Secrétaire Général.

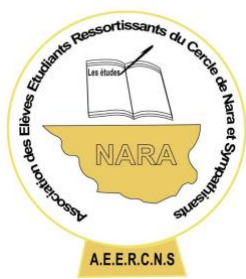
- **La Conférence des Ministres** : elle se réunit deux fois par an en session ordinaire exécute les décisions de la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement, prépare les résolutions. Avec l'Union Africaine, il sera remplacé par le Conseil exécutif composé des ministres des affaires étrangères.

- Le secrétariat général : c'est l'organe administratif siégeant à Addis Abeba.

Les différents secrétaires généraux sont : Diallo Telli (Guinée, de 1963 à 1973), N'Zo Ekangaki (Cameroun, de 1972 à 1974), Williams Eteki M'Boumoua (Cameroun, de 1974 à 1978), Edem Kodio (Togo, de 1978 à 1983), Idé Oumarou (Niger de 1983 à 1989), Salim Ahmed Salim (Tanzanie, de 1989 à 2001). Avec l'UA, elle est remplacée par la Commission dirigée par un président assisté par un vice-président et huit commissaires. L'ivoirien Amara Essy est nommé premier président de la commission de 2001 à 2002 ; il est remplacé par le malien Alpha Oumar Konaré depuis 2002.

- La commission de médiation, de conciliation et d'arbitrage : sa composition et les conditions de son fonctionnement sont définies par un protocole distinct et approuvé par la conférence des chefs d'Etat et de gouvernement. Ce protocole est considéré comme faisant partie intégrante de la Charte. Elle est remplacée par le Conseil de paix et de sécurité composé de 15 membres élus dont 10 pour 5 ans et 5 pour 3 ans.

- Les commissions spécialisées : il s'agit de :
 - La commission économique et sociale ;
 - La commission de l'éducation et de la culture ;



- La commission de la santé, de l'hygiène et de la nutrition ;
- La commission de la défense ;
- La commission scientifique, technique et de la recherche.

Chacune des commissions est composée de membres compétent ou tout autres ministres ou plénipotentiaires, désignés à cet effet par leur ministre.

Avec l'UA, de nouveaux organes voient le jour : il s'agit de la Cour de justice dont le statut est à l'étude et du Parlement panafricain.

6- Le bilan de l'OUA :

La création de l'OUA n'a pas entraîné la véritable unité africaine souhaitée. Au cours de son existence, elle a vécu des crises aiguës qui ont failli l'emporter. Ce furent, entre autres, l'affaire de l'ex – Congo – Léopoldville, l'affaire ghanéenne (l'éviction de N'Krumah du pouvoir), la déclaration unilatérale de l'indépendance de la Rhodésie par Ian Smith, les conflits frontaliers comme celui entre le l'Algérie et le Maroc, le Tchad et la Libye, la Somalie et ses voisins, etc. Aussi l'Afrique s'est trouvée divisée lors de la crise du Katanga au Congo (1961 – 1963), la crise du Biafra au Nigeria en 1967, la crise angolaise.

Les conflits entre les Etats membres, le coût élevé de fonctionnement, le retard dans le paiement des cotisations ont entravé la bonne marche de l'OUA. Aussi les considérations idéologiques et sentimentales l'emportent souvent sur l'unité africaine.

L'OUA a au moins le mérite d'avoir survécu aux différentes crises. Plus elle est sortie consolidée pour accroître son rôle politique et convaincre de sa légitimité historique. Elle a joué un rôle très important dans la lutte contre le colonialisme portugais, en Rhodésie du sud et l'apartheid en Afrique du Sud. Elle est intervenue en qualité de médiateur ou de conciliateur dans les conflits frontaliers.

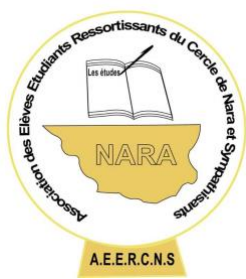
II- LES GRANDS PROBLEMES DE L'AFRIQUE CONTEMPORAINE

Après les indépendances, l'Afrique s'est engagée dans la bataille pour le développement ; elle est encore loin de tenir toutes ses promesses car les problèmes sont nombreux mais pas insurmontables.

A- LES PROBLEMES POLITIQUES

La vie politique des Etats d'Afrique noire a été longtemps dominée par les partis uniques, l'instabilité politique et les régimes militaires qui avaient le monopole du pouvoir.

Les partis uniques fonctionnaient selon le principe du centralisme démocratique dont l'objectif était de renforcer le nationalisme et de contrecarrer le néocolonialisme. Ces partis uniques existaient aussi bien dans des pays socialistes (Ghana, Guinée, Mali etc.) que dans les



pays à économie libérale (Côte d'Ivoire).

Ces partis uniques ont été incapables de répondre aux aspirations des peuples d'où la multiplication des coups d'Etat militaires (près de 100 du 13 janvier 1963 au début des années 1990). L'avènement du multipartisme depuis les premières années 1990 est accompagné de toutes sortes de difficultés : crises politiques et sociales souvent sanglantes, guerres civiles, conflits ethniques et religieux et le recul des régimes militaires.

La renaissance du syndicalisme est le résultat de la démocratie multipartite qui a marqué la fin de l'hégémonie des centrales uniques plus ou moins intégrées à l'appareil d'Etat ou contrôlées par lui. Les syndicats plus moins indépendants s'affrontent de plus en plus ouvertement avec les autorités politiques et patronales.

B- LES PROBLEMES ECONOMIQUES

Le grand défi de l'Afrique indépendante est la création d'une économie nationale indépendante et solide, capable de sortir les peuples noirs du sous – développement. Les entraves sont nombreuses et sont souvent plus structurelles que conjoncturelles. Les Etats noirs ont mis en place des économies planifiées calquées soit sur le modèle socialiste, soit sur le modèle capitaliste puis chacun a intégré une zone monétaire (zone franc, zone dollar etc.)

De nos jours, l'économie africaine en pleine restructuration présente les caractéristiques suivantes :

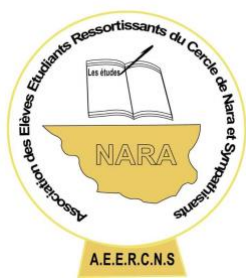
- Une large prépondérance du secteur primaire ;
- Une insuffisance des capitaux nationaux et de main d'œuvre qualifiée ;
- Un commerce dominé par les exportations de matières premières.

Cette économie sous développée est confrontée aux problèmes suivants :

- La détérioration des termes de l'échange (déséquilibre entre les exportations dominées à 90% par les matières premières et les importations ; la différence de prix entre les prix des produits premiers et ceux des produits industriels) ;
- Le déséquilibre entre la croissance démographique galopante et la croissance économique lente, d'où une baisse continue des niveaux de vie ;
- Le poids insupportable de la dette (271,9 milliards de dollars en 1980) entraîne l'interruption des projets de développement, la fermeture des entreprises étatiques etc.

C- LES PROBLEMES SOCIO CULTURELS

La société noire africaine au contact des mondes occidental et oriental a subi de profondes



transformations entraînant des problèmes nouveaux.

1- Le nouveau cadre de vie :

La croissance démographique a entraîné une urbanisation rapide. Dans la ville, les relations humaines sont froides, basées essentiellement sur l'argent. C'est en ville que naissent la majeure partie des problèmes sociaux : violence de toute nature, chômage, alcoolisme, vol, prostitution etc.

2- Les nouvelles catégories sociales :

La généralisation de l'économie monétaire a donné naissance à une nouvelle classification sociale.

- La bourgeoisie (la noblesse) : elle est peu nombreuse et très dépensière (constructions de villas luxueuses, achats de voitures luxueuses, polygamie etc.). Elle se compose de quelques grands planteurs et commerçants.
- Les fonctionnaires privilégiés par leur savoir, leur position administrative et politique présentent les vices suivants : absentéisme, trafic d'influence, activités annexes lucratives etc.).
- Le prolétariat composé du prolétariat urbain (victime du chômage et du sous-emploi) et la masse rurale, principal agent économique qui ne reçoit qu'une infime partie de la richesse nationale.

3- Le cadre artistique et culturel :

Il est riche et varié et se caractérise par de nombreuses distractions ayant apporté aussi bien des aspects positifs que négatifs dans la vie des africains. Il s'agit du genre littéraire, du cinéma, du théâtre, des boîtes de nuit, de la mode vestimentaire etc. qui se concentrent dans la ville attirant ainsi les ruraux réduits au chômage et au sous-emploi.

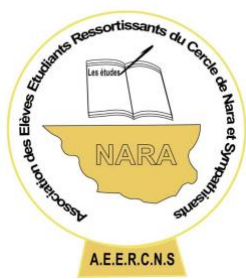
4- L'éducation et la santé :

Avec la colonisation, la famille traditionnelle a disparu, l'individu s'émancipe, la vie communautaire disparaît, l'autorité parentale est réduite, le mariage est devenu libre, la dot a perdu son sens.

Le taux d'accroissement naturel (3%) demeure le plus élevé du monde ; l'extrême jeunesse de la population accentue les problèmes d'éducation, de santé, de formation, d'emploi, etc.

5- Le fondamentalisme :

C'est un mouvement qui prône le retour à ce qu'il considère comme original, fondamental aux sources de la religion. Il menace la stabilité de certains Etats surtout quand il prend la forme



de l'intégrisme ou de l'islamisme (Soudan, Nigeria, etc.).

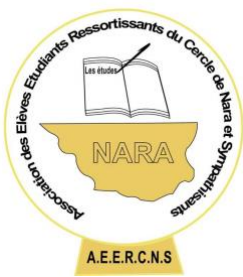
6- L'acculturation :

Le contact direct prolongé des civilisations négro-africaines, européennes et orientales a posé le problème de l'identité culturelle des Noirs africains. Il s'agit de l'assimilation des cultures étrangères ou acculturation : techniquement supérieure, la culture occidentale est surévaluée par rapport aux cultures noires africaines qui sont en train de se transformer lentement (transculturation) ou de perdre progressivement leurs éléments (déculturation).

CONCLUSION

Le chemin de l'unité africaine est encore assez long mais s'avère une nécessité pour le continent le plus démuné. Malgré le remplacement de l'OUA par l'UA, des crises persistent et divisent les Africains. L'UA pourra-t-elle mieux faire que l'OUA ?

LE MONDE OCCIDENTAL



« Notre cercle, c'est notre priorité commune »

INTRODUCTION

Le monde occidental correspond au continent américain, à l'Europe occidentale, l'Australie et ne correspond pas de ce fait à une réalité géographique. Cependant, malgré la diversité des traits physiques et humains, ce monde présente le même patrimoine historique. La civilisation occidentale est née dans les régions méditerranéennes où les populations ignoraient les grands espaces et étaient habituées à un cadre étroit bien délimité. Dès ce moment apparaissent les traits de la civilisation occidentale : individualisme, méfiance à l'égard des vastes conceptions, goût du concret, solidarité personnelle.

I- LES FONDEMENTS DE LA CIVILISATION OCCIDENTALE

L'unité du monde occidental et l'originalité de sa civilisation tiennent à un passé commun. On peut distinguer trois grands apports : l'héritage de l'antiquité gréco-romaine, la tradition médiévale, l'apport des temps modernes.

A- L'HERITAGE GRECO-ROMAIN

1- L'apport grec (l'hellénisme) :

- L'humanisme : Les traits essentiels de la civilisation occidentale se trouvaient en Grèce au sein de la cité où la pensée philosophique tient l'homme pour la mesure de toute chose. La préoccupation fondamentale était donc la connaissance de l'homme. La conception antique de l'homme ne sépare pas le corps de l'esprit ; ils se développent parallèlement d'où la pédagogie « un esprit sain dans un corps sain » ce qui se traduit de nos jours par la restauration des Jeux Olympiques. Le théâtre grec a aussi enrichi notre connaissance de l'homme.

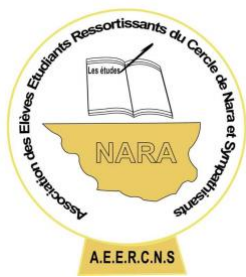
L'homme est aussi la fin de toute chose : sa liberté est la valeur suprême et aucune considération sociale, aucune raison d'Etat ne saurait en justifier la suppression.

- **La science** : la science moderne est largement tributaire de celle des grecs. Certains noms restent attachés à quelques-uns des théorèmes et principes fondamentaux des mathématiques et de la physique : Thalès, Pythagore, Euclide, Archimède.

Les médecins modernes en prêtant le serment d'Hippocrate reconnaissent la légitimité de la médecine grecque. Elle a posé en principe et établi que les phénomènes naturels étaient régis par des lois régulières, que l'ordre du monde était intelligible et que l'esprit de l'homme pouvait les découvrir. Cette rationalité de la nature et l'analogie entre le mouvement de l'intelligence et l'ordre extérieur contenaient en germe le développement ultérieur des sciences, l'essor des techniques et la domination de l'homme sur la matière.

- **L'art** : il a influencé le mode occidental par son souci de la perfection de la beauté et de la mesure comme l'attestent les chefs d'œuvre de Phidias et de Praxitèle.

- **La pensée philosophique** : la Grèce a aussi rayonné par ses philosophes Socrate, Platon,



Aristote qui sont à la base du raisonnement politique de l'Europe. Les distinctions d'Aristote ont permis la classification actuelle des régimes politiques : monarchie, aristocratie, oligarchie, démocratie, démagogie, tyrannie. C'est aussi dans les cités grecques (Athènes et Sparte) que s'est cultivé l'amour de la liberté et du patriotisme.

L'héritage de la Grèce nous est parvenu par l'intermédiaire de Rome.

2- L'apport romain (la latinité) :

Les Romains ont su organiser les relations sociales élaborées par les juristes dans le cadre du droit romain qui englobait tous les aspects possibles des rapports entre les individus.

- **Le droit romain** : il est encore la base du droit civil occidental. Les sociétés occidentales lui doivent la notion et le sens de l'Etat souverain. Les Romains ont instauré l'égalité de tous les hommes libres et ont prôné la supériorité de l'ordre juridique sur la force dans une « nation civilisée ». Ils ont dégagé des règles ayant précisé les notions de propriétés, de contrat, de statut des personnes de l'administration.

La notion d'empire est venue de Rome qui a créé pour la première fois autour de la Méditerranée l'unité du monde dit civilisé dans un empire regroupant plusieurs peuples soumis à une même institution, une même langue, les mêmes mœurs. Le souvenir de sa grandeur est la base de certaines tentatives d'unité européennes comme le Saint empire germanique de Charles Quint, l'Empire de Napoléon. Le souvenir de la grandeur de Rome et de sa mission civilisatrice s'est exprimé aux Temps modernes par la colonisation.

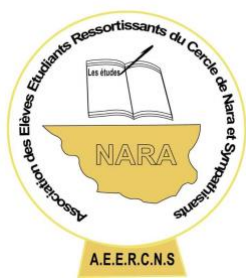
- **L'architecture** : les Romains furent de grands bâtisseurs qui ont partout érigé des édifices auxquels les architectes des siècles postérieurs chercheront à donner des répliques.

- **Les langues** : les langues dérivées du latin (français, portugais, italien, roumain etc.) maintiennent l'universalité du génie romain. Le latin est la langue liturgique de l'Eglise chrétienne.

Les apports de la Grèce et de Rome se sont fondus en un patrimoine que transmettent les institutions.

B- LE CHRISTIANISME

Les croyances religieuses de l'Occident ne doivent rien à l'Antiquité gréco-latine : elles viennent de l'expérience religieuse du peuple juif. Mais l'Eglise recueille une part de l'héritage classique et s'établit dans le cadre de Rome. Après beaucoup de difficultés, le christianisme s'est répandu dans le monde romain, mais lorsque l'empire succomba, il resta une des principales survivances. Le christianisme enseigne l'Unité et l'Amour de Dieu et sa providence est celle d'un père. Il a réhabilité les basses classes et prêche l'égalité, la fraternité des hommes, tous enfants de Dieu.



II- L'APPORT DE L'OCCIDENT A LA CIVILISATION UNIVERSELLE

A- LE RATIONALISME

Le rationalisme est la philosophie des connaissances fondées sur la raison, le raisonnement en opposition à celle fondée sur la révélation née au XVIII^e siècle avec les Philosophes des lumières ; il rejette les autres modes d'approche du réel (imagination, intuition, mythe, religion etc.).

La Révolution Française de 1789 ouvre une nouvelle ère dans les rapports entre les hommes. Aux principes d'autorité se substitue l'idéal de la liberté ; à la raison d'Etat se substitue les droits de l'individu ; à l'inégalité fondée sur la naissance se substitue l'égalité de tous les hommes d'où la trilogie : Liberté, Egalité, Fraternité.

Le libéralisme est fondé sur la croyance aux bienfaits des libertés individuelles. Il revêt plusieurs formes.

- **Le libéralisme politique** : c'est un système politique dans lequel les libertés essentielles sont garanties (libertés économiques et libertés d'expression). C'est le fondement de la démocratie.

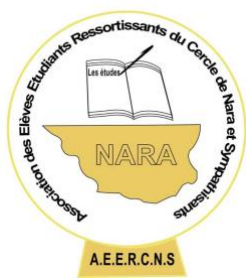
- **La démocratie** : c'est un régime politique où le peuple est souverain. Le régime politique de tous les pays d'Occident est, à quelques expressions près, représentatif : les gouvernements sont issus – au moins – en théorie de la volonté populaire exprimée par un vote. Ils sont également parlementaires, c'est-à-dire que les gouvernements sont responsables devant un Parlement.

Les valeurs de la démocratie reposent sur des principes, des institutions et des pratiques qui fondent un Etat de droit. Il existent plusieurs formes de démocratie : les démocraties libérales et les démocraties populaires sont les plus répandues. Avec la fin du monde communiste, la démocratie libérale tend à devenir le modèle universel. La démocratie libérale revêt plusieurs aspects : les monarchies (Royaume Uni, Espagne, Pays Bas, Suède, Danemark etc.) et les républiques plus nombreuses (France, Allemagne, Italie, etc.).

La Déclaration Universelle des Droits de l'Homme adoptée le 10 décembre 1948 prend en compte le développement de l'idéologie socialiste et les aspirations des peuples dominés ; les individus se voient reconnaître également des droits comme le droit à l'éducation, à la sécurité sociale, au travail, à la santé et à la culture.

B- LES DECOUVERTES SCIENTIFIQUES ET TECHNIQUES

Après la révolution politique, il y a eu une révolution technologique à travers laquelle l'Europe applique ses connaissances, ses découvertes à la transformation de la matière, à la conquête de l'énergie et à l'amélioration des conditions d'existence. L'ingéniosité technique engendre le machinisme qui favorise le développement du capitalisme.



On peut noter quelques découvertes importantes de l'Occident :

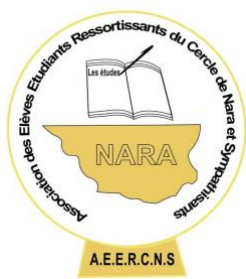
N°	Découvertes /Inventions	Auteurs	Nationalités	Dates
1	Machine à vapeur	James Watt	Grande Bretagne	1785
2	Dynamo	Gramme	Belgique	1872
3	Convertisseur acier	Bessemer	Grande Bretagne	1855
4	Première télévision		1936	
5	Premier ordinateur Colossus		1943	
6	Premières bombes atomiques américaines			1945
7	Invention du transistor		1948	
8	Découverte de la structure de l'ADN		1953	
9	Premières manipulations génétiques sur les microbes			1973

CONCLUSION

L'Occident subit encore l'influence de l'esprit grec et romain alors qu'il n'a presque plus rien de commun avec les mœurs et les croyances des anciens Grecs et Romains. L'Occident s'est doté de beaucoup de moyens pour la diffusion de sa civilisation.

LA FIN DE LA DIVISION DU MONDE EN DEUX BLOCS

CRISE DU BLOC COMMUNISTE ET RAPPROCHEMENT EST – OUEST



« Notre cercle, c'est notre priorité commune »

INTRODUCTION

Au début des années 1980, l'URSS affronte une grave crise économique ainsi qu'une crise des valeurs face à une société qui refuse la stagnation de l'époque Brejnev. En 1985, Mikhaïl Gorbatchev lance une tentative de réforme par en haut, la perestroïka. En quelques années, ce qui ne devait être, au départ qu'une simple réforme destinée à rendre plus efficace et plus humain le système communiste se transforme en une révolution qui fait imploser en 1989 – 1991, l'URSS et l'ensemble du bloc de l'Est

I- LA CRISE DU BLOC COMMUNISTE

A- EVOLUTION POLITIQUE RECENTE DE L'URSS

1- Les problèmes politiques et économiques :

Derrière l'immobilisme politique qui caractérise l'ère de Brejnev, l'union Soviétique du début des années 1980, connaît des évolutions contradictoires. Le système de croissance extensive, fondé sur le gaspillage des ressources, privilégiant la croissance rapide et visible, mais négligeant les infrastructures et l'environnement, atteint ses limites. Le coût élevé du rayonnement de l'URSS (course aux armements, soutien aux « pays frères », conflit afghan) pèse sur le niveau de vie de la population.

Face à la stagnation du niveau de vie, les Soviétiques réagissent à leur manière. Le travail au noir se développe, l'initiative individuelle renaît dans une économie parallèle, et souvent corrompue, qui remédie aux pénuries du quotidien. Derrière la façade de l'idéologie officielle se développe une culture parallèle. Jamais le contraste n'a été aussi grand entre l'image officielle donnée par l'URSS et des réalités économiques et sociales qui appellent des changements urgents.

2- L'avènement de Mikhaïl Gorbatchev :

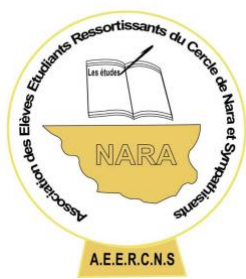
Devenu Secrétaire Général du PCUS en mai 1985, Mikhaïl Gorbatchev entreprend une vaste politique de réformes, qui entre dans l'Histoire sous le nom de Perestroïka et de Glasnost.

a- La Perestroïka (« restructuration ») : son but est de réconcilier le régime communiste et la démocratie de modifier le fonctionnement du système politique en y associant la population, de rendre l'économie plus performante pour améliorer le niveau de vie du pays. C'est une vaste ambition qui allait déboucher non sur la restructuration, mais sur la déstructuration et la désagrégation du système.

b- La Glasnost (« transparence ») : elle suppose le droit de critique donné à la population, la liberté d'expression, la possibilité de choisir entre plusieurs candidats lors des élections.

B- LA DISLOCATION DES DEMOCRATIES POPULAIRES

Le 7 décembre 1988, à la tribune de l'ONU, Gorbatchev annonce la réduction des forces



armées soviétiques en RDA, Hongrie, et Tchécoslovaquie, ce qui signifie la fin de la « doctrine de souveraineté limitée » : l'URSS se désengage de l'Europe de l'Est. Ce discours inaugure la transition douce des pays de l'Europe de l'Est entre un régime communiste et un régime démocratique multipartite par de nouvelles lois constitutionnelles de 1988 à 1990, sans guerre de combats ni de sang versé. En RDA, les habitants commencent à migrer vers la RFA par la Hongrie libre (été 1989). Puis, sous la pression de la population, le Mur de Berlin chute le 9 novembre 1989 et l'Allemagne est réunifiée le 3 octobre 1990. En Roumanie, le régime autocratique de Ceausescu est le premier à tomber, le 26 décembre 1989 et le dictateur est assassiné ainsi que sa femme. En 1990, Mikhaïl Gorbatchev obtient le prix Nobel de la paix.

C- L'IMPLOSION DE L'URSS

L'implosion de l'URSS se fait en cinq grandes étapes.

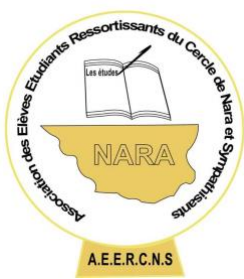
- Dès mars 1989, les républiques baltes (Estonie, Lettonie et Lituanie) proclament leur souveraineté. Moscou réagit en envoyant des troupes, mais doit les retirer sous la pression internationale car l'Union Soviétique ne fait plus peur ;
- Le 12 juin 1990, la République Socialiste Soviétique de Russie qui a élu Boris Eltsine à sa présidence, bien que Gorbatchev ait tout fait pour éviter cette élection, puis proclame à son tour sa souveraineté le 8 juin 1991 ;
- Le 18 août 1991, l'Armée Rouge, qui comporte beaucoup de communistes, tente un putsch contre Gorbatchev qui est séquestré quelques jours dans sa datcha en Crimée. Boris Eltsine, député de Sverdlovsk réussit à rétablir la situation. Les autres républiques quittent l'Union Soviétique de août à décembre 1991 ;
- Le 8 décembre 1991, par les accords de Minsk en Biélorussie, constatant que « l'URSS n'existe plus », 10 ex-républiques socialistes soviétiques fondent la CEI (Communauté des Etats Indépendants), ce qui est confirmé à Alma – Ata (Kazakhstan) le 21 décembre.
- Le 25 décembre 1991, Président d'un Etat qui n'existe plus, Mikhaïl Gorbatchev est contraint de démissionner.

II- LE RAPPROCHEMENT EST – OUEST

A- LA RECHERCHE DU DESARMEMENT :

L'arrivée de Gorbatchev au pouvoir et la perestroïka constituent un grand tournant dans les relations Est – Ouest. A partir de 1987, Gorbatchev affiche sa volonté de se rapprocher de l'Occident. Il pense que le soutien de la communauté internationale peut renforcer ses positions internes, que l'apaisement des tensions Est – Ouest lui permettra de consacrer plus de moyens au redressement de l'économie de son pays.

Les 11 et 12 décembre 1986, Ronald Reagan et Gorbatchev se rencontrent à Reykjavik, ce qui



inaugure une nouvelle « Détente » marquée par la reprise du dialogue. Le 8 décembre 1987, à Washington, Reagan et Gorbatchev décident d'éliminer tous les missiles présents en Europe dans un délai de trois ans : c'est « l'option zéro », premier réel traité de désarmement :

- l'Europe est vidée des missiles nucléaires des deux Grands ;
- C'est la fin de la « crise des euromissiles » ;
- C'est la fin de la course aux armements.

B- LE REGLEMENT DES CONFLITS PERIPHERIQUES

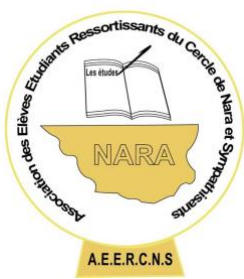
Peu à peu, du fait du désengagement de l'Union Soviétique et de la fin de la menace communiste, un vent de liberté souffle sur le monde et plusieurs conflits périphériques se règlent. Les troupes vietnamiennes quittent le Cambodge le 29 septembre 1989, les troupes cubaines quittent l'Angola et le Nicaragua etc. Beaucoup de dictatures d'Amérique latine, soutenues par les Etats-Unis comme rempart contre la tentation communiste, tombent : Argentine (1984), Brésil (1985), Chili (1989), Paraguay (1989). En Afrique du Sud, Nelson Mandela est libéré le 12 février 1990, ce qui met fin à l'apartheid en 1991. En Afghanistan, l'Armée Rouge quitte le pays (1988 – 1989) mais la guerre civile se poursuit.

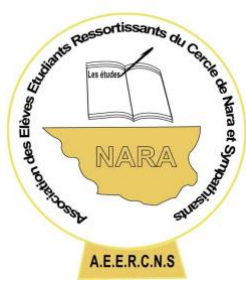
Lors de la guerre Iran/Iraq (1980 – 1988), l'Occident arme officiellement l'Iraq, et en vend à l'Iran en cachette. L'URSS soutient les deux camps. Le 20 août 1988, l'ONU parvient à un cessez-le-feu sans qu'il y ait un réel vainqueur. Cependant, au Liban, les accords Taïf soumettent le pays à la Syrie. Dans le conflit israélo-palestinien, alors que la première Intifada bat son plein, des négociations secrètes sont menées.

CONCLUSION

L'éclatement de l'URSS et du bloc communiste marque la fin de la division du monde en deux blocs et de la Guerre Froide faisant des Etats-Unis la seule superpuissance et le gendarme du monde.

www.pdf.com





« Notre cercle, c'est notre priorité commune »